

AFRICA NEWS REPORT



AFRICA REGIONAL SERVICES - AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
58 BIS, RUE LA BOETIE, 75008 - PARIS - TEL: 01.43.12.48.61 - FAX: 01.43.12.46.57
(<http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwhpag2.html>)

VERSION FRANCAISE

NUMERO 828

1 mars 2004

SOMMAIRE

Page

L'introduction du Rapport sur les droits de l'homme dans le monde (Document publié par le département d'Etat le 25 février) (3790)	1
L'avant-propos de M. Colin Powell au Rapport sur les droits de l'homme (Ce rapport a été publié le 25 février.) (600)	4
Le rapport sur les droits de l'homme est un instrument clé de la politique des Etats-Unis (Texte des propos de M. Powell) (1320)	4
Lorne Craner: le rapport annuel sur les droits de l'homme est un outil précieux (Entretien du secrétaire d'Etat adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail) (1590)	6
Genèse du rapport des E.-U. sur les droits de l'homme (Le rapport sur 2003 sera publié le 25 février.) (1150)	7
L'évolution du Rapport sur les droits de l'homme dans le monde (L'historique de ce rapport qui paraît le 25 février) (1060)	8
Le plan d'aide d'urgence du président Bush en matière de lutte contre le sida (Communiqué du département d'Etat à la presse étrangère) (570)	9
L'ONUSIDA rend hommage au plan des Etats-Unis de lutte contre le VIH/sida (Il s'engage à renforcer sa collaboration avec les Etats-Unis.) (580)	10
La lutte contre le sida en Afrique exige des ressources et de la volonté (Propos du haut responsable de l'ONU K.Y. Amoako) (690)	10
La première tranche de l'aide d'urgence contre le sida a été débloquée (14 pays bénéficieront d'une aide en matière de soins et de prévention.) (910)	11

Le VIH/sida représente une menace grandissante pour certains pays d'Afrique et d'Asie (C'est ce que fait ressortir un rapport du gouvernement des Etats-Unis.) (1110)	12
Une vaste campagne de vaccination contre la poliomyélite commence en Afrique de l'Ouest (Dix pays se préparent à vacciner 23 millions d'enfants.) (1430)	13
Campagne réussie de vaccination contre la polio en Afrique de l'Ouest (60 millions d'enfants sont vaccinés, malgré des réticences au Nigeria.) (670)	14
Le projet de budget de l'USAID pour 2005 (Son montant atteint 8,8 milliards de dollars.) (1910)	15
L'USAID propose une nouvelle stratégie d'aide à l'étranger (Elle viserait à répondre aux besoins variés des pays.) (460)	16
Envoi d'une aide américaine d'urgence aux victimes du séisme au Maroc (L'USAID analyse également les besoins futurs.) (260)	17
Programme de Doha: M. Zoellick entrevoit des possibilités de progrès (Il rappelle l'engagement du président Bush envers le libre-échange.) (1060)	17
Human Rights Watch rend hommage aux travaux du TPIY et du TPIR (Dans un nouveau livre, cet organisme organise par thèmes les décisions de ces tribunaux.) (450)	18

AFI404 02/26/2004

L'introduction du Rapport sur les droits de l'homme dans le monde

(Document publié par le département d'Etat le 25 février) (3790)

Le 25 février, le département d'Etat a rendu public son Rapport annuel sur les droits de l'homme dans le monde, qui présente les résultats d'enquêtes réalisées dans 196 pays et dont l'objectif est "d'analyser l'état de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde, de relever les violations et, le cas échéant, de modifier la politique des Etats-Unis à l'égard de pays particuliers."

L'introduction du rapport fait état de l'intensification récente des efforts que déploient les Etats-Unis en vue de remédier aux abus des droits de l'homme dans le monde et des nouveaux programmes mis en oeuvre afin de promouvoir le respect de ces droits.

"Pour la première fois, les Etats-Unis ont lancé un programme de grande portée visant à accélérer les changements structurels, la prise de conscience des droits de l'homme et la réforme juridique et administrative en Chine", indiquent les auteurs du rapport. "Les Etats-Unis ont également travaillé plus activement à appuyer la liberté en Birmanie, au Zimbabwe, à Cuba, en Biélorussie et ailleurs."

Le texte intégral en anglais de ce rapport se trouve à l'adresse Internet suivante:

<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2003/index.htm>

Ci-après des extraits de l'introduction du rapport.

(Début des extraits)

Rapport du département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde en 2003

Introduction

La promotion du respect des droits universels de la personne constitue l'un des piliers de la politique étrangère des Etats-Unis. Il s'agit d'un engagement profondément enraciné dans les valeurs fondatrices de la nation américaine et qui s'inscrit dans ses intérêts stratégiques permanents. L'histoire l'a abondamment démontré: les violations des droits de l'homme sont l'affaire de tout le monde. Il est illusoire de penser que nous pourrions fermer les yeux sur les déprédations commises contre notre prochain ou nous isoler des conséquences négatives de la tyrannie. Les Etats-Unis sont déterminés à travailler de concert avec d'autres gouvernements ainsi qu'avec la société civile en vue d'empêcher les abus de pouvoir et la prolifération des idéologies déshumanisantes qui engendrent misère et désespoir et ont des effets catastrophiques sur les plans tant politique et économique qu'humanitaire.

Les atteintes aux droits de l'homme sont de forme variée. Elles sont tantôt le fait de graves infractions telles que le génocide, le massacre d'innocents et les migrations forcées, tantôt le résultat de défauts chroniques, structurels, qui privent les citoyens de leurs libertés essentielles de culte, d'expression et de rassemblement, ainsi que de leur protection contre l'exercice arbitraire du pouvoir de l'Etat. Les Etats-Unis ne sauraient se permettre d'ignorer l'un ou l'autre type d'abus ou de les excuser comme relevant de différences culturelles.

Inaugurés en 1977, les Rapports annuels sur les droits de l'homme dans le monde visent à permettre au gouvernement américain d'analyser l'état de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde, de relever les violations et, le cas échéant, de modifier sa politique à l'égard de pays particuliers. Ils traduisent le souci des Etats-Unis d'observer attentivement les autres pays et de tenir leurs dirigeants responsables du traitement que reçoivent leurs citoyens. Chaque année, les rapports sur les droits de l'homme identifient les écarts qui existent entre les principes et la pratique, entre les normes déclarées d'un côté et les comportements réels de l'autre. On peut

constater, rétrospectivement, que ces vingt-cinq années de rapports ont vu de nombreux pays combler ces fossés et passer de l'horreur à la réussite. Leurs exemples nous aident à comprendre comment il est possible d'améliorer la protection des droits de l'homme et la liberté.

Depuis deux ans et demi, nous appliquons ces leçons à un monde nouveau. Au lendemain du 11 septembre 2001, on a pu se demander si les Etats-Unis pouvaient s'offrir le "luxe" de s'inquiéter des droits de l'homme et de la démocratie à l'étranger. A peine quelques jours plus tard, Mme Condoleezza Rice, la conseillère de la Maison-Blanche pour la sécurité nationale, a répondu clairement à cette question: "Nous n'allons pas cesser de nous exprimer sur les questions qui nous tiennent à coeur: les droits de l'homme, la liberté religieuse, etc. Ce sont des sujets que nous continuerons à soulever. Nous ne serions pas l'Amérique si nous ne le faisons pas."

Dans son message de 2002 au Congrès sur l'état de l'Union, le président Bush a souligné l'attachement inébranlable des Etats-Unis aux droits de l'homme: "Les Etats-Unis défendront toujours fermement les principes non négociables de la dignité humaine: la primauté du droit, la limitation de la puissance de l'Etat, le respect des femmes, la propriété privée, la liberté d'expression, la justice pour tous et la tolérance religieuse. L'Amérique prendra la défense des hommes et femmes courageux qui protègent ces valeurs dans le monde, y compris dans les pays islamiques, parce que nous visons plus que l'élimination des menaces et l'endigement du ressentiment. Au-delà de la guerre contre le terrorisme, nous cherchons l'avènement d'un monde juste et pacifique."

Plus tard cette année-là, le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, a concrétisé cet engagement en dévoilant l'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient (MEPI), programme visant à appuyer la réforme politique, économique et sociale dans cette région. Désormais, les promoteurs de la liberté au Moyen-Orient peuvent compter sur la même assistance substantielle qui était prodiguée depuis longtemps à l'Amérique latine, à l'Europe centrale, à l'Asie, à l'Afrique et à d'autres parties du monde. Les Etats-Unis travaillent maintenant à parfaire la formation d'hommes et de femmes à travers le Moyen-Orient qui souhaitent briguer un poste électif, administrer une élection, relater ces événements dans la presse et les influencer en tant que membres de la société civile. Nous avons renforcé les programmes de la MEPI au moyen d'une diplomatie sans précédent destinée à apporter des remèdes aux problèmes décrits sans détours dans le Rapport sur les droits de l'homme.

Certains se sont inquiétés de ce que le nouvel accent mis sur le monde arabe nous prive du temps nécessaire pour nous intéresser aux droits de l'homme et à la démocratie ailleurs dans le monde. Mais au début de 2002, le président a annoncé la création du Compte du millénaire, "un nouvel accord pour le développement mondial, défini par une nouvelle responsabilisation des Etats riches comme des Etats pauvres. Aux contributions accrues des pays développés doit correspondre une responsabilité accrue des pays en développement." Seront récompensés les Etats de par le monde qui investissent dans l'éducation et dans la santé de la population, qui défendent les libertés économiques et qui gouvernent avec justice, c'est-à-dire dans le respect des libertés publiques, des droits politiques et de l'Etat de droit et avec efficacité et responsabilité. Le Compte du millénaire se fondera sur des enquêtes dignes de foi relatives aux droits de l'homme pour évaluer la conformité avec les normes fondamentales de démocratie et de liberté économique. Il deviendra un instrument de plus permettant de réduire le fossé entre l'idéal et la réalité en matière de droits de l'homme.

Diverses autres initiatives visant à remédier aux problèmes décrits dans le Rapport se sont intensifiées. Pour la première fois, les Etats-Unis ont lancé un programme de grande portée visant à

accélérer les changements structurels, la prise de conscience des droits de l'homme et la réforme juridique et administrative en Chine. En Asie centrale, nous avons entrepris un effort sans précédent de promotion du développement de partis politiques représentatifs, d'organismes de défense des droits de l'homme et de médias indépendants. Les Etats-Unis ont également travaillé plus activement à appuyer la liberté en Birmanie, au Zimbabwe, à Cuba, en Biélorussie et ailleurs. Ces programmes se sont souvent vus renforcés par des partenariats avec d'autres membres de la Communauté des démocraties, organisation en plein essor qui regroupe principalement des Etats qui, depuis un quart de siècle, ont réalisé la transition de la dictature à la démocratie.

Après le 11 septembre 2001, la politique étrangère des Etats-Unis a consisté à intensifier leur surveillance et leurs activités en matière de droits de l'homme et de la démocratie dans diverses régions du monde. On ne s'étonnera guère que certains Etats autoritaires, du Zimbabwe au Moyen-Orient et jusqu'à l'Asie centrale et la Chine, ont tenté de justifier leur vieille politique de répression en la faisant passer pour une "guerre contre le terrorisme". Les observateurs perspicaces notent que l'autoritarisme existait dans ces pays avant le 11 septembre 2001. Les artisans de la politique extérieure américaine ont rejeté et dénoncé, souvent publiquement, les tentatives de ce genre visant à appliquer l'étiquette de "terroristes" à des personnes qui s'efforçaient d'exprimer pacifiquement leurs opinions et leurs convictions. A certaines occasions, mais non dans toutes, nous avons pu contribuer, au cas par cas, à la libération de certaines de ces personnes. Les activités accrues que nous venons de décrire finiront, à la longue, par aider à modifier les structures nationales qui permettent ce genre d'abus et ainsi contribuer à la liberté de tous les peuples.

L'année 2003 en revue: droits de l'homme, démocratie et sécurité nationale

(...)

En 2003, nous avons constaté de nombreux développements dont l'éventail va de l'extremement encourageant au décevant. Les pays et préoccupations mentionnés ci-après représentent une partie seulement de l'attachement que nous portons aux questions mondiales touchant les droits de l'homme.

(...)

Le gouvernement du Zimbabwe continue à mener une campagne concertée de violence, de répression et d'intimidation. Cette campagne s'est accompagnée d'un mépris pour les droits de l'homme, pour la primauté du droit et pour le bien-être du peuple du Zimbabwe.

La torture par le biais de moyens divers est utilisée contre les adversaires politiques et les défenseurs des droits de l'homme.

(...)

Pendant la session qu'elle a tenue en 2003, la Commission des droits de l'homme de l'ONU a pour la première fois adopté une résolution parrainée par les Etats-Unis concernant la Biélorussie, ainsi que des résolutions sur le Turkménistan et la Corée du Nord. Une résolution concernant Cuba a été adoptée par le truchement d'un vote et des résolutions relatives à la Birmanie et à la République démocratique du Congo ont été approuvées par consensus. La Commission a, par ailleurs, décidé de ne pas tenir une réunion spéciale sur la situation en Irak pendant que la campagne militaire battait son plein.

Sous la présidence de la Libye, la Commission des droits de l'homme, à laquelle étaient également représentés des pays transgresseurs des droits de l'homme, tels que le Zimbabwe, Cuba, le Soudan, la Chine et la Syrie, a eu une session 2003 décevante à plusieurs égards. Des résolutions concernant la situation en matière de droits de l'homme au Zimbabwe, au Soudan, en Tchétchénie

n'ont pas été adoptées. Les Etats-Unis continuent à souligner la nécessité d'améliorer le fonctionnement de la Commission, principalement en appuyant l'adhésion de pays qui ont un dossier positif en matière de respect des droits de l'homme. Nous avons commencé à parler de la création d'un groupe en faveur de la démocratie avec d'autres gouvernements intéressés. Un tel groupe serait, à notre avis, constitué de pays ayant des positions semblables, de pays qui coordonneraient leurs actions plus étroitement dans le cadre de forums multilatéraux afin d'appuyer des objectifs concordant avec des valeurs démocratiques.

(...)

Changements institutionnels:

Des progrès notables ont été enregistrés en Afrique et 2003 a notamment marqué au Burundi le début de la deuxième moitié d'un gouvernement temporaire de trois ans au sein duquel le pouvoir est partagé: M. Domitien Ndayizeye, un Hutu, a pris la succession à la présidence de M. Pierre Buyoya, un Tutsi, en avril. En outre, le gouvernement transitoire a négocié un accord portant sur le partage du pouvoir à l'avenir avec le principal groupe rebelle. Cependant, un autre groupe est toujours exclu des négociations et continue d'attaquer les civils et les forces du gouvernement. A Madagascar, la situation s'est stabilisée après la crise politique de 2002 liée à l'incertitude entourant l'issue de l'élection présidentielle. Le président Ravalomanana a poursuivi sa campagne de lutte contre la corruption qui a eu pour conséquence le limogeage de 18 maires et un jugement de culpabilité pour 12 magistrats.

En République démocratique du Congo, divers groupes armés ont continué à se livrer à des massacres et à commettre d'autres atrocités, mais la triste situation au plan des droits de l'homme s'est quelque peu améliorée. Après cinq ans de guerre, un gouvernement temporaire a été mis en place, ce qui constitue un pas essentiel en vue de remettre le pays sur la voie de la démocratie. L'Ouganda avait retiré ses forces avant la fin juin et, à la suite de l'adoption d'une constitution provisoire, un gouvernement temporaire reposant sur le partage du pouvoir a été mis en place le 30 juin. Au Liberia, un accord portant sur la coopération et le partage du pouvoir s'est fait jour entre la société civile, les anciennes forces gouvernementales et les groupes rebelles "Liberians United for Reconciliation et Democracy" (LURD, Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie) et le "Movement for Democracy in Liberia" (MODEL, Mouvement pour la démocratie au Liberia) et des élections sont prévues pour octobre 2005. Il n'en demeure pas moins que de nombreux abus se sont produits dans le cadre du conflit, et des combats sporadiques, des pillages et des atteintes aux droits de l'homme se poursuivent dans des zones reculées où les Casques bleus de la Mission de l'Onu au Liberia (MINUL) ne sont pas encore parvenus.

(...)

En Egypte, les tribunaux pour la sûreté de l'Etat ont été officiellement abolis en mai. Cependant, le gouvernement a maintenu les tribunaux d'urgence auxquels il continue à recourir, situation qui ne représente pas une amélioration de l'avis de la plupart des observateurs. Le gouvernement a aussi adopté en 2003 une loi portant création d'un Conseil national des droits de l'homme. Ce conseil était considéré au début comme une façade, mais la nomination au Conseil de plusieurs libre-penseurs a fait naître l'espoir, au début de 2004, que cette institution pourrait contribuer à l'amélioration de la vie civile en Egypte. Les forces de sécurité continuent à torturer les prisonniers, à se livrer à des arrestations arbitraires, à détenir des personnes, et procèdent occasionnellement à l'arrestation d'un grand nombre de personnes en même temps.

(...)

Droits politiques

(...)

En Afrique, les signes positifs comprennent les développements observés au Kenya. Le nouveau gouvernement de ce pays a pris des mesures afin d'établir une commission nationale autonome des droits de l'homme chargée d'enquêter sur les atteintes et d'éduquer la population. Un ministère chargé des questions féminines a aussi été créé. Trois projets de loi visant à protéger les droits des femmes ont été présentés au parlement, mais attendent encore d'être adoptés. Le gouvernement a pris aussi plusieurs mesures visant à mettre un frein à la corruption, en créant notamment une autorité de lutte contre la corruption pour procéder aux enquêtes liées aux affaires de corruption et engager des poursuites judiciaires contre ceux qui s'y livrent; 38 magistrats ont été limogés et 40 autres transférés à la suite d'accusations de corruption. Au Rwanda, une nouvelle constitution a été adoptée, mettant fin à une période de transition de neuf ans. Ce pays a organisé la première élection présidentielle depuis le génocide ainsi que des élections parlementaires en août et en septembre. Cependant, le droit des citoyens à changer leur gouvernement a été de fait limité étant donné que les élections se sont accompagnées de la peur et de l'intimidation et marquées par d'innombrables irrégularités; le gouvernement a aussi harcelé ses adversaires politiques.

Ailleurs en Afrique, des observateurs internationaux et américains ont rapporté de nombreuses irrégularités durant l'élection présidentielle dans certains Etats du Nigeria ainsi que des vices de procédures, notamment lors du décompte des votes. Cependant, le niveau de violence auquel on s'attendait durant l'élection ne s'est pas produit. Une tentative de coup d'Etat a eu lieu en 2003 en Mauritanie et, dans l'ensemble, les observateurs internationaux n'ont pas caractérisé de libre et équitable l'élection présidentielle qui s'y est tenue en novembre.

(...)

Conflits internes et autres

Des abus perpétrés par les forces du gouvernement et les rebelles ont marqué le conflit en Côte d'Ivoire. De nombreux rapports ont fait état d'assassinats à motivation politique et de saccages perpétrés durant le premier semestre de l'année par des bandes meurtrières favorables au gouvernement. En juillet, les rebelles ont accepté de participer au gouvernement et déclaré officiellement la fin de la guerre, mais l'arrêt de la violence est demeuré aléatoire lorsque les rebelles se sont retirés du gouvernement en octobre. A la mi-décembre, le gouvernement et les Forces nouvelles ont entrepris des démarches visant à mettre fin à la violence, et les ministres se réclamant des Forces nouvelles ont affirmé qu'ils prendraient part à la première réunion du gouvernement en 2004.

L'évolution de la situation en Sierra Leone a été beaucoup plus encourageante, puisque le gouvernement de ce pays a poursuivi ses démarches de stabilisation du pays et de réparation des dommages causés par onze années de guerre civile. Durant l'année, la Commission vérité et réconciliation a organisé des audiences publiques qui ont permis aux victimes de faire valoir leurs griefs et aux coupables de se confesser. En outre, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone a inculpé treize personnes.

S'il y a eu des progrès considérables réalisés sur le plan des négociations de paix entre le gouvernement soudanais et les rebelles du sud, le conflit à Darfour a donné lieu à de nombreuses violations des droits de l'homme par le gouvernement et les milices qui le soutiennent, notamment l'assassinat de civils, la destruction de villages et le déplacement massif de populations.

(...)

Haïti est toujours dans l'impasse politique. Le président Aristide a sapé les efforts de création d'un conseil électoral provisoire légitime, et ses partisans, acolytes et attachés civils associés à la

police nationale ont tué des membres des partis d'opposition et violemment dispersé leurs manifestations. Les élections qui devaient avoir lieu dans l'année ont été annulées.

(...)

Intégrité de la personne

Malgré son attitude coopérative bienvenue sur le plan de la réduction des armes de destruction massive, la Libye a continué de priver ses citoyens du droit à la sécurité de leur foyer et de leur personne. La torture et la détention au secret ont été monnaie courante, et les forces de sécurité ont conservé le pouvoir de rendre des jugements sans procès. Le gouvernement algérien n'a pas enquêté sur le cas de 18.000 personnes disparues durant les jours les plus sombres des années 90 et n'a engagé aucunes poursuites judiciaires. En Turquie, la torture et l'impunité ont continué de poser problème, de même que le harcèlement des journalistes.

(...)

En Afrique subsaharienne, les forces de sécurité du gouvernement éthiopien ont été impliquées dans l'assassinat de 93 personnes, essentiellement des Anyuaks, en décembre, à Gambella. En Ouganda, les attaques brutales perpétrées par l'Armée de résistance du Seigneur, un groupe qui ressemble à une secte, se sont sensiblement accrues durant l'année, entraînant la mort de près de 3.000 personnes, dont des enfants, le déplacement de milliers d'autres, de nombreux viols, et l'enlèvement de près de 6.800 enfants et jeunes filles entre janvier et juin aux fins d'exploitation comme combattants, esclaves sexuels, cuisiniers et porteurs.

(...)

Liberté de la presse

(...)

Au Soudan, le respect de la liberté d'expression et de la presse a semblé décliner l'année dernière. Diverses actions du gouvernement, notamment des détentions, l'intimidation, la surveillance des journalistes, et un nombre accru de suspensions de divers journaux, ont continué d'entraver la discussion publique de questions politiques.

La liberté de la presse a souffert en Tanzanie, et a été considérablement restreinte à Zanzibar par l'interdiction illimitée de "Dira", le seul quotidien indépendant de l'archipel, et par la Loi sur l'information qui autorise les autorités à harceler et détenir des journalistes.

(...)

Liberté de religion

Ces questions sont abordées en détail dans le Rapport annuel sur la liberté de religion dans le monde qui a été publié en décembre 2003, mais les rapports par pays mettent en lumière certaines évolutions importantes.

(...)

Le gouvernement de l'Erythrée a continué de considérablement restreindre la liberté religieuse. Il a harcelé, arrêté et détenu des membres de groupes protestants non reconnus par l'Etat et connus collectivement sous le nom de "Pentes", des partisans des mouvements réformateurs au sein de l'église copte, des témoins de Jéhovah et des adeptes du bahaïsme.

Traitement des minorités, des femmes et des enfants

Le Maroc a promulgué un nouveau code de la famille qui révolutionne les droits de la femme. En augmentant l'âge du mariage pour la femme, en renforçant ses droits en matière de divorce, de garde légale des enfants et d'héritage, et en plaçant de strictes restrictions sur la polygamie, ces nouvelles lois constituent un exemple à suivre pour le continent et pour le monde arabe.

Né de la transition au Rwanda, le Rwanda Women's Leadership Caucus (RWLC) est en train de devenir une voix de plus en plus puissante des femmes au sein de la vie politique. Plusieurs de ses

membres ont fait partie du comité de rédaction de la constitution et sont à l'origine de l'augmentation de 30 % de la représentation des femmes au sein du législatif et de l'exécutif. Le président Kagame a réagi en nommant plusieurs femmes à des postes "non traditionnels" au sein de son cabinet.

(...)

Grâce notamment à Internet, la police égyptienne a continué de cibler les homosexuels par des opérations d'infiltration.

(...)

Dans le monde, la violence contre les enfants est demeurée un problème, et le trafic des êtres humains a fait de nombreuses victimes parmi les femmes et les enfants, forcés de se livrer à des actes sexuels ou de travailler dans des conditions proches de l'esclavage. Ces problèmes sont abordés en détail dans le Rapport annuel sur le trafic des personnes publié en juin 2003, mais sont également mentionnés dans les rapports par pays de ce volume.

Droits des travailleurs

(...)

Au Zimbabwe, des représentants syndicaux ont été la cible de harcèlement, de détentions, de passages à tabac et autres traitements brutaux. La réponse du gouvernement aux exigences des travailleurs a consisté à imposer des limites à la capacité des syndicats de communiquer ou de se réunir avec leurs troupes, de rendre l'organisation d'une grève légale virtuellement impossible, et d'arrêter les militants qui manifestent leur désaccord avec la politique du gouvernement. Le 8 octobre, la police a arrêté plus de 150 membres de la ZCTU qui avaient organisé des manifestations dans plusieurs villes du pays. La plupart des détenus ont été libérés le même jour; cependant, nombre d'entre eux ont été forcés d'admettre qu'ils étaient coupables et de payer une amende.

(Fin des extraits)

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI301 02/25/2004

L'avant-propos de M. Colin Powell au Rapport sur les droits de l'homme

(Ce rapport a été publié le 25 février.) (600)

On trouvera ci-après le texte de l'avant-propos, rédigé par le secrétaire d'Etat américain, M. Colin Powell, du Rapport du département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde en 2003.

Le Rapport sur les droits de l'homme dans le monde

Avant-propos

La politique étrangère des Etats-Unis repose sur la propagation de la démocratie et du respect des droits de l'homme dans le monde. La publication annuelle d'un rapport sur les pratiques des pays en matière de droits de l'homme nous donne l'occasion d'évaluer le degré de liberté dont jouissent les peuples du monde et les défis auxquels se heurtent ceux qui cherchent à l'améliorer.

Plusieurs étapes conduisent à la préparation de ce rapport. Tout au long de l'année, nos ambassades recueillent les informations qui y figurent auprès des organisations de défense des droits de l'homme, des défenseurs des victimes et de tous ceux qui se battent pour la liberté de l'homme dans tous les pays et toutes les régions du monde. Pour vérifier les informations et procéder à des enquêtes, il leur faut prendre contact avec d'autres personnes, notamment avec les autorités gouvernementales. Ces demandes d'informations soulignent la haute priorité que nous accordons à la question des droits de l'homme dans le cadre de nos liens bilatéraux et montrent aux gouvernements que nous prenons ce sujet très au sérieux. En

rassemblant les informations dans un seul document, nous sommes en mesure d'évaluer les progrès qui ont été enregistrés. La diffusion du rapport renforce notre capacité à rendre publiques les atteintes commises et à prendre la défense des victimes. La présentation du rapport au Congrès est l'aboutissement d'une année de partage d'informations et de collaboration en ce qui concerne les stratégies et les programmes visant à remédier aux atteintes aux droits de l'homme, et elle nous ouvre la voie vers la réalisation de progrès à l'avenir.

Nous avons constaté que le fait d'élaborer un rapport sur les droits de l'homme dans le monde était utile non seulement pour obliger les responsables gouvernementaux à trouver des solutions pour remédier aux atteintes, mais aussi pour permettre aux sociétés ayant eu un régime répressif de se rétablir et de se reconstruire. Ce sont là les enseignements que nous avons tirés au début des années 1990 alors que nous aidions les nouveaux gouvernements nés de l'effondrement de l'Union soviétique et de ses satellites d'Europe orientale. Aujourd'hui, nous aidons les peuples d'Irak et d'Afghanistan, qui ont longtemps été opprimés par des dirigeants despotiques, à instituer la primauté du droit, à garantir les libertés fondamentales et à bâtir des institutions démocratiques. L'expérience que nous avons acquise en observant les atteintes aux droits de l'homme commises dans ces pays et dans d'autres nous a permis de bien mieux comprendre les défis auxquels se heurtent les peuples qui luttent en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. En rapportant depuis des décennies les violations et en exprimant nos préoccupations, nous manifestons notre attachement constant à la réalisation de la promesse de liberté que nous avons faite pour nous-mêmes et pour le reste du monde.

Confiant que nous avons respecté les normes élevées que nous nous sommes imposées en matière d'exactitude et d'exhaustivité, normes qui ont rendu possibles les progrès passés et mis à portée de la main des progrès futurs, je suis heureux de présenter au Congrès le Rapport du département d'Etat pour l'année 2003 sur les pratiques des pays en matière de droits de l'homme.

Colin Powell, secrétaire d'Etat

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI403 02/26/2004

Le rapport sur les droits de l'homme est un instrument clé de la politique des Etats-Unis

(Texte des propos de M. Powell) (1320)

Le 25 février, le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Colin Powell, a présenté le rapport du département d'Etat sur les droits de l'homme en 2003 comme un document reflétant le profond dévouement des Etats-Unis à la cause de la liberté dans le monde. Citant les efforts déployés par le gouvernement Bush en Irak et en Afghanistan afin d'y promouvoir les libertés fondamentales, M. Powell a affirmé que les Etats-Unis essayaient de s'assurer que les droits de l'homme et le respect de l'Etat de droit feraient partie intégrante des nouveaux gouvernements de ces deux pays.

M. Powell a ensuite souligné les efforts conjoints des Etats-Unis et de la Géorgie pour établir la démocratie et promouvoir les droits de l'homme en Europe de l'Est. Il a mentionné l'entrée probable de la Géorgie à l'OTAN et à l'Union européenne comme conséquence de son action positive en matière des droits de l'homme.

Si de nombreux progrès ont été réalisés sur le plan des droits de l'homme l'année dernière dans le monde, a expliqué M. Powell, il n'en demeure pas moins que de nombreux pays continuent de priver leurs citoyens de leurs libertés fondamentales. Citant le président

Bush, M. Powell a affirmé que les Etats-Unis continueraient de soutenir ceux qui sont privés de leurs droits jusqu'à ce qu'ils soient libres.

Nous donnons ci-dessous la transcription de l'allocution de M. Powell.

Département d'Etat des Etats-Unis

Bureau du porte-parole

Le 25 février 2004

Le secrétaire d'Etat Colin Powell

Présentation du rapport sur les droits de l'homme en 2003

Mesdames et Messieurs, bon après-midi. Aujourd'hui, j'ai le plaisir de présenter le rapport du département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde en 2003. Ce rapport, exigé par le Congrès, reflète le profond dévouement des Etats-Unis à la cause de la liberté dans le monde.

Comme le président Bush l'a dit dans son message sur l'état de l'Union en janvier dernier: "Notre objectif est une paix démocratique, une paix fondée sur la dignité et les droits de chaque homme et de chaque femme." Un monde dans lequel les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont respectés et protégés. Un monde en paix dans lequel les tyrans et les terroristes n'ont pas leur place.

Le président Bush considère la défense et la promotion des droits de l'homme comme une mission particulière des Etats-Unis, et il a fait de cette mission une partie intégrante et prioritaire de ses objectifs de politique étrangère. C'est pourquoi ce rapport annuel est devenu un outil précieux d'information et un instrument vital de notre politique.

Le rapport annuel nous permet d'identifier les problèmes et de combler les vides entre les principes et les pratiques entre les normes internationalement reconnues des droits de l'homme et le degré auquel les citoyens d'un pays donné jouissent véritablement de ces droits.

Les Etats-Unis sont fermement résolus à coopérer avec d'autres gouvernements et sociétés civiles pour dénoncer et mettre fin aux violations des droits de l'homme, et pour stimuler des réformes juridiques et démocratiques susceptibles d'éviter de futurs manquements.

Nous avons fait de notre mieux pour que ce rapport soit juste et objectif. Nous sommes convaincus qu'il fournira des informations aussi utiles à d'autres gouvernements qu'elles le sont au nôtre.

Nous espérons en outre qu'il aidera la cause des femmes et des hommes courageux de ce monde qui oeuvrent en faveur des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans leurs pays respectifs et au sein de l'ensemble de la communauté internationale. L'année dernière, d'importants progrès ont été réalisés vers le respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques. Je n'en citerai que quelques-uns.

Lorsque nous avons publié ce rapport l'année dernière, les forces des Etats-Unis et de leurs partenaires coalisés étaient en Irak, en train de lutter contre un régime hors la loi qui avait fait fi des résolutions des Nations unies pendant douze années. Ces résolutions ne portaient pas toutes sur les droits de l'homme. Aujourd'hui, l'Irak ne menace plus la paix et la sécurité internationales. Les salles de torture de Saddam Hussein ont été mises hors service. Les fosses communes n'attendent plus de victimes.

Par ailleurs, nous nous activons, avec nos partenaires de la coalition et les Nations unies afin d'aider les Irakiens à établir un pays uni et stable et à avancer vers la démocratie et la prospérité sous l'autorité d'un régime représentatif respectueux des droits de tous les citoyens.

En 2003, un Afghanistan libéré de la double tyrannie des talibans et des terroristes a établi un nouvel ordre constitutionnel qui reconnaît les libertés fondamentales, y compris les droits des femmes et des minorités.

A l'heure actuelle, tant en Irak qu'en Afghanistan, nous nous employons à garantir que le respect des libertés fondamentales, la primauté du droit et les normes de la démocratie soient intégrés aux efforts internationaux visant la reconstruction et mis en pratique par les nouveaux dirigeants.

En 2003, l'OTAN et l'Union européenne se préparaient à accueillir de nouveaux membres qui, au cours des dix dernières années, ont épousé la démocratie et accepté les normes et mécanismes internationaux en matière de droits de l'homme. Ayant eu le bénéfice pendant plus de dix ans d'un appui démocratique de la part des Etats-Unis, le peuple de Géorgie a préparé la voie à la mise en place d'un gouvernement réceptif et représentatif.

L'année dernière, afin de faire avancer l'initiative du président Bush d'un partenariat entre les Etats-Unis et le Moyen-Orient, nous avons oeuvré aux quatre coins de la région afin d'aider les réformateurs politiques, économiques et sociaux. Ceux qui recherchaient la liberté au Proche-Orient ont commencé à recevoir le même niveau d'appui que nous offrons depuis longtemps aux peuples d'Amérique latine, d'Europe centrale, d'Asie et d'Afrique.

En 2003, le Congrès des Etats-Unis a voté en faveur du Compte du millénaire, une initiative révolutionnaire qui représente l'effort le plus important en matière d'assistance internationale au développement depuis le Plan Marshall.

Dans les années à venir, le Compte du millénaire sera un outil puissant pour encourager une amélioration dans le domaine des droits de l'homme puisque les fonds octroyés dans le cadre de ce compte ne cibleront que les pays en développement qui gouvernent de façon équitable, qui encouragent la liberté économique et qui investissent dans leur population, et en particulier dans le respect des droits individuels.

De fait, tout au long de 2003, les Etats-Unis ont apporté leur concours afin de bâtir des institutions démocratiques, promouvoir la bonne gestion des affaires gouvernementales et renforcer les sociétés civiles en appuyant l'Etat de droit, les médias indépendants, la liberté de religion et les droits des minorités. Nous avons défendu les droits des femmes et avons renforcé leur position au plan politique, social et économique.

Nous avons aussi pris la tête des efforts internationaux contre la traite des êtres humains. Il n'en demeure pas moins qu'une rapide lecture du Rapport de 2003 sur les droits de l'homme dans le monde confirme qu'un grand nombre de gouvernements - bien trop - continuent à enfreindre les droits les plus fondamentaux de leurs ressortissants. Comme l'avait dit le président Bush en novembre dernier dans son discours devant la Fondation nationale pour la démocratie, "Ces régimes ne peuvent retenir la liberté éternellement, et un jour, de camps de prisonniers, de cellules de prison et d'exil, les chefs de file des nouvelles démocraties sortiront (...) et nous nous tiendrons aux côtés des gens opprimés jusqu'au jour où leur liberté sera enfin une réalité."

Je vais maintenant donner la parole à M. Lorne Craner, secrétaire d'Etat adjoint pour la démocratie, les droits de l'homme et le travail et saisir cette occasion pour le remercier ainsi que son personnel pour la tâche titanesque qui est attachée à la rédaction de cet excellent rapport.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI402 02/26/2004

Lorne Craner: le rapport annuel sur les droits de l'homme est un outil précieux

(Entretien accordé par le secrétaire d'Etat adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail) (1590)

Le rapport annuel sur les droits de l'homme est un outil vital de la lutte pour la promotion de ces droits, a affirmé M. Lorne Craner, secrétaire d'Etat adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail au sujet de ce document publié le 25 février pour l'année 2003.

"Lorsque des questions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie sont débattues, ce rapport fait office de référence", a déclaré M. Craner lors d'un entretien accordé le 22 février au "Washington File".

Les violations des droits de l'homme ne sont plus tolérées dans nos sociétés modernes, et le rapport sur les droits de l'homme, qui est lu dans le monde entier, incite les pays fautifs à améliorer leur comportement, a affirmé M. Craner.

Par souci d'objectivité, les Etats-Unis ne figurent pas dans ce rapport, a précisé M. Craner. Il a cependant précisé que d'autres pays se chargeaient de les évaluer dans ce domaine.

Le rapport sur les droits de l'homme en 2003 se trouve sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2003/index.htm>

Nous donnons ci-dessous la transcription de cet entretien.

Le 22 février 2004

Entretien accordé par le secrétaire d'Etat adjoint Lorne Craner au sujet du rapport sur les droits de l'homme en 2003

Question - Comment et quand le rapport annuel sur les droits de l'homme est-il né?

M. Craner - Dans le courant des années 70, le Congrès a estimé que les questions relatives aux droits de l'homme devaient figurer en meilleure position dans la formulation de la politique étrangère des Etats-Unis. Il a alors conçu la création d'un Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, et la publication d'un rapport annuel sur les droits de l'homme qui ferait le bilan de la situation dans chaque pays et attirerait l'attention sur ce qu'il fallait faire, diplomatiquement et autrement, afin d'améliorer la situation en cas de besoin.

Question - Comment décide-t-on quels pays seront inclus dans le rapport, et en fonction de quel objectif essentiel?

M. Craner - Tous les pays membres de l'ONU doivent être inclus dans ce rapport, et nous y ajoutons des pays qui ne sont pas membres de cette organisation. Nous produisons également un autre rapport ("Soutenir les droits de l'homme et la démocratie") qui explique ce que font les Etats-Unis pour améliorer les choses dans certains pays. Ce deuxième rapport concerne moins de pays.

Mais il est évident que le rapport sur les droits de l'homme vise à inclure tous les pays. Ainsi, je cite les violations des droits de l'homme en Corée du Nord et à Cuba, mais je suis également tenu de faire le bilan de la situation des droits de l'homme en Suède, au Canada et au Royaume-Uni.

Question - Pourquoi les Etats-Unis ne figurent-ils pas dans ce rapport?

M. Craner - Nous ne pensons pas être en mesure d'être objectifs sur la situation dans notre propre pays. Cette année, par exemple, la partie du rapport qui concerne l'Irak ne couvre que les événements survenus jusqu'au mois d'avril parce qu'après cela nous sommes devenus une puissance d'occupation. Nous avons donc décidé de ne couvrir que cette période initiale. Cependant, je sais que plusieurs pays sont en train de préparer leurs propres rapports sur les Etats-Unis, et j'ai hâte de les lire.

Question - Comment ce rapport pousse-t-il les pays qui ont un piètre bilan dans le domaine des droits de l'homme à modifier leur comportement?

M. Craner - Parce que le rapport est distribué à tous les pays, il les incite à améliorer la situation des droits de l'homme, du moins ceux qui sont enclins à le faire. D'autres n'ont clairement aucune intention de le faire, mais ils ne sont plus nombreux.

Dans la communauté internationale d'aujourd'hui, en effet, il n'est plus acceptable de bafouer les droits de l'homme comme ça l'était il y a 30 ou 40 ans. Maintenant, quand certains pays sont confrontés à des preuves, ils font au moins des excuses et, dans la majorité des cas, essaient d'apporter des améliorations. Nous pensons que c'est une bonne chose.

Question - Lorsqu'un pays décide de mieux respecter les droits de l'homme, est-ce que le changement est immédiatement visible, ou est-ce que cela prend du temps?

M. Craner - Certains changements se voient immédiatement. Dans certains pays, par exemple, un dirigeant décide qu'il veut entrer dans l'histoire non seulement parce qu'il a nourri son peuple, mais aussi parce qu'il a essayé d'améliorer les soins médicaux et de libéraliser le régime politique. Il peut alors décider d'organiser des élections qui s'approchent des normes internationales ou y correspondent carrément, ce qui constitue une amélioration.

Mais le plus souvent, le changement prend du temps. Un pays peut décider, par exemple, de laisser la Croix-Rouge inspecter ses prisons, ou d'inviter un rapporteur spécial de l'ONU pour étudier un problème particulier. Ce pays s'attache ensuite pendant deux ou trois ans, en toute sincérité, à remédier à ce problème.

A l'évidence, s'il y a une révolution, comme cela a été le cas en Union soviétique, les choses peuvent évoluer plus vite, mais alors elles ne dépendent pas uniquement des dirigeants.

Question - Y a-t-il cette année des problèmes, en matière de droits de l'homme, qui ressortent par rapport aux autres? A-t-on noté des changements considérables dans des pays qui avaient obtenu de mauvaises notes dans des rapports précédents?

M. Craner - Je pense que si vous remontez l'histoire depuis la rédaction du premier de ces rapports, vous pourrez constater une remarquable amélioration dans nombre de pays. Il y a 25 ou 30 ans, seulement une trentaine de pays pouvaient être appelés des démocraties. Il s'agissait du Japon, de l'Australie, des pays d'Europe occidentale et de quelques autres sur le continent américain. A l'heure actuelle, on pourrait qualifier de "démocraties" environ 120 pays. Ainsi, en examinant les rapports faits au cours des années, on constate une grande amélioration dans la plupart des pays. Ces rapports montrent que la situation s'est améliorée aussi bien au plan de la démocratie que de celui des droits de l'homme.

Question - Est-ce que la protection des droits de l'homme entre parfois en conflit avec d'autres questions importantes, telle celle de la protection de la sûreté nationale?

M. Craner - Nous avons cherché, et je crois réussi - surtout depuis le 11 septembre - à intégrer la question des droits de l'homme à celle de la sécurité nationale. Il fut un temps où les gens pensaient que ces deux questions étaient en conflit.

Il fut un temps, durant la guerre froide, de la moitié des années 1970 à 1990, où nous nous efforcions de faire des droits de l'homme un facteur de la victoire dans la guerre froide. Et beaucoup de gens vous diront d'ailleurs que c'est en partie pour cette raison que nous avons remporté la guerre froide. Si vous regardez où nous en étions au milieu des années 1970 lorsqu'il s'agissait de remporter la guerre froide, nous nous trouvions dans une position difficile, et c'est en partie parce que les gens avaient ignoré les droits de l'homme.

Il ne fait donc aucun doute pour nous, et il est évident pour beaucoup de monde, que si l'on veut que les Etats-Unis soient davantage en sécurité, le fait d'avoir davantage de pays démocratiques est un bon moyen d'y parvenir, de même que le fait d'avoir dans ces pays des populations qui disent: "Lorsque nous n'étions pas libres, les Etats-Unis ont essayé de nous aider, et même si nous ne sommes pas toujours d'accord avec eux, nous n'oublierons jamais qu'ils ont essayé de nous aider à nous libérer." Ce faisant, vous pouvez vous faire des générations d'amis. Si vous prenez l'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient, si vous prenez le discours du président sur la démocratie au Moyen-Orient, si vous prenez le Compte du millénaire, ce sont là autant d'initiatives qui reposent sur l'idée selon laquelle nous pouvons renforcer notre propre sécurité si nous essayons d'aider d'autres pays à améliorer les droits de l'homme et si nous améliorons la démocratie dans d'autres pays.

Question - Avez-vous d'autres commentaires à faire?

M. Craner - Nous avons consacré énormément de temps à ce rapport et beaucoup de travail est fait sur le terrain pour l'élaboration du rapport de chaque pays. J'ai un personnel qui accomplit un excellent travail ici au bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail et nous nous efforçons d'avoir un rapport aussi honnête et sincère que possible. Je pense que ces dernières années, nous y sommes parvenus. Nous nous efforçons aussi de faire en sorte qu'il soit aussi clair et lisible que possible de façon qu'il joue un rôle de plus en plus important dans les débats politiques. Et je dois admettre que ne serait-ce depuis mon arrivée dans ce bureau, il y a deux ans, le rapport sur les droits de l'homme dans le monde est souvent mentionné lors de débats politiques. Les gens s'y rapportent lorsque des questions ayant trait aux droits de l'homme ou à la démocratie sont évoquées. Il est donc clair que ce rapport est considéré comme un document de référence, et pas seulement comme quelque chose qui sort une fois par an et que l'on pose sur une étagère poussiéreuse.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI102 02/23/2004

Genèse du rapport des E.-U. sur les droits de l'homme

(Le rapport sur 2003 sera publié le 25 février.) (1150)

Par David Pitts

Rédacteur du "Washington File"

(Le texte ci-dessous est la première partie d'un historique de la genèse du rapport des Etats-Unis sur les droits de l'homme, qui a paru pour la première fois en 1977.)

Washington - Le 25 février, les Etats-Unis publieront leur rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en l'an 2003 dans 196 pays. Le premier rapport, relatif aux droits de l'homme en 1976, couvrait seulement 82 pays. Ces rapports se sont beaucoup étoffés depuis.

L'engagement des Etats-Unis dans ce domaine émane du mouvement international en faveur des droits de l'homme qui prit un rapide essor dans les années qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale. Le nombre colossal des victimes de cette guerre - estimé à 50 millions de personnes - donna lieu à une résolution de créer une nouvelle structure internationale susceptible d'élever les libertés et les droits fondamentaux au premier plan des affaires mondiales et de demander des comptes aux contrevenants.

Cependant, le mouvement en faveur de la reconnaissance universelle des droits de l'homme avait pris son élan bien avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Dès 1941, la Charte

Atlantique énonçait le droit à la liberté et à la démocratie. Quelques mois plus tard, le président Franklin Roosevelt prononçait devant le Congrès des Etats-Unis son fameux "Discours sur les Quatre Libertés" (liberté d'expression et de culte, et liberté de vivre à l'abri du besoin et de la peur). En Grande-Bretagne, le Premier ministre Winston Churchill épousait les vues du président américain, déclarant qu'une victoire alliée entraînerait le "couronnement des droits de l'homme".

Dans le tiers-monde et les pays les moins avancés, les peuples colonisés commençaient à réaliser que la liberté et les droits de l'homme n'étaient pas réservés aux Américains et aux Européens, mais s'appliquaient aux hommes et aux femmes de tous horizons. On devenait de plus en plus convaincu, peut-être pour la première fois de l'histoire, de la nécessité de respecter les droits de l'homme dans le monde entier. Ce caractère universel fut incorporé dans la Charte des Nations unies, adoptée en 1945 dans l'objectif de "promouvoir et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion".

Les gouvernements jouèrent sans aucun doute un rôle clé dans l'adoption de la Charte de l'ONU. Mais le nouveau mouvement d'organisations non gouvernementales allait également jouer un rôle crucial - beaucoup moins connu - dans la lutte pour les droits de l'homme et les libertés dans les décennies à venir. Selon certaines statistiques, plus de 1.300 organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme militèrent en faveur de l'adoption d'un puissant article de soutien aux droits de l'homme dans la Charte.

Une autre grande victoire eut lieu en 1948 avec l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme à laquelle l'épouse du président Franklin Roosevelt, Eleanor, avait consacré beaucoup d'énergie. La Déclaration fut le premier grand accomplissement de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, qui venait tout juste d'être créée. Mme Roosevelt en fut la première présidente. Dans un discours qui suivit l'adoption de la Déclaration par l'Assemblée générale, Mme Roosevelt souligna la portée historique de ce document.

"Nous nous trouvons devant un événement formidable qui marquera la vie des Nations unies et celle de l'humanité. Cette Déclaration pourrait bien devenir la Grande Charte de toute l'humanité. Nous espérons que sa proclamation par l'Assemblée générale aura la même portée que la proclamation des Droits de l'homme par le peuple français en 1789, l'adoption de la Déclaration des droits par le peuple des Etats-Unis et l'adoption de déclarations semblables à diverses époques dans divers pays."

L'envergure de ce succès était évidente. La communauté des nations n'avait jusque-là encore jamais réussi à définir des droits et des libertés spécifiques valables éternellement pour l'humanité tout entière, et non pas pour un seul pays ou une seule race. L'article premier de la Déclaration donnait le ton, instituant comme norme un vaste éventail de droits politiques, sociaux et économiques: "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité."

Cependant, les pionniers du mouvement international en faveur des droits de l'homme réalisèrent qu'il ne suffisait pas simplement d'affirmer ces droits. Il fallait encore créer des mécanismes à même de demander des comptes à ceux qui les piétinaient. Dans la foulée de la Deuxième Guerre mondiale, les procès de Nüremberg établirent fermement le fait que ceux qui enfreignaient les droits de l'homme devaient payer pour leurs crimes, que ce principe s'appliquait aussi aux responsables politiques décidés à livrer des guerres agressives, et qu'il fallait créer des mécanismes précis pour

juger ceux qui avaient commis des crimes contre l'humanité, y compris des crimes de guerre, tout particulièrement ceux qui étaient perpétrés sur une échelle massive.

Malheureusement, les progrès dans ce domaine furent très difficiles dans les années 50 et 60. Les divisions de la guerre froide et la lutte contre le colonialisme rendaient toute entente sur la création de ces mécanismes très ardue. La promotion des objectifs si éloquemment et si audacieusement énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme devint donc très laborieuse.

Il y eut néanmoins quelques succès retentissants, le plus notable étant probablement l'adoption, en 1966, de deux conventions: le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ces documents obligeaient les parties à respecter les idéaux envers lesquels elles s'étaient engagées dans la Déclaration universelle. Ces Pactes, ainsi que d'autres réussites telles que les Accords d'Helsinki (1975), étaient la preuve de la montée du mouvement international de défense des droits de l'homme, malgré les difficultés de l'après-guerre.

Dès le milieu des années 70, le gouvernement américain commençait à admettre l'idée que les droits de l'homme devaient faire partie intégrante de la politique étrangère des Etats-Unis. Cette conviction s'affermait peu à peu non seulement à cause de l'évolution de la situation internationale, mais aussi à cause d'événements internes. Le mouvement pour les droits civils avait en effet convaincu la majorité des Américains que les droits civils et autres droits de l'homme étaient des valeurs essentielles qui devaient animer la société américaine à tous les niveaux, y compris à celui de la politique étrangère.

Nous relaterons dans un deuxième article la façon dont les droits de l'homme ont été officiellement incorporés à la politique étrangère des Etats-Unis, comment un bureau spécifiquement chargé de promouvoir les droits de l'homme a été créé au sein du département d'Etat, et comment et pourquoi le gouvernement des Etats-Unis a commencé à publier un rapport annuel sur les droits de l'homme. (Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI302 02/25/2004

L'évolution du Rapport sur les droits de l'homme dans le monde

(L'historique de ce rapport qui paraît le 25 février) (1060)

Par David Pitts

Rédacteur du "Washington File"

(Le texte ci-dessous est la deuxième partie d'un historique de la genèse du rapport des Etats-Unis sur les droits de l'homme qui a paru pour la première fois en 1977.)

Washington - Le Rapport du département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde est né directement d'un amendement à la section 502B de la Loi sur l'aide à l'étranger que le Congrès a adoptée en 1976. Cet amendement exigeait en effet que le secrétaire d'Etat transmette au Congrès, chaque année, un "rapport détaillé et complet" concernant le "respect des droits universels de la personne dans chaque pays destiné à recevoir une aide des Etats-Unis". Le premier rapport fut loin d'être universel, mais on s'accorda à dire que pour le moins, le comportement dans ce domaine des pays bénéficiant de l'aide des Etats-Unis méritait d'être connu et divulgué.

Cet amendement déboucha sur la création d'un poste de coordonnateur des affaires humanitaires et relatives aux droits de l'homme au sein du département d'Etat durant le gouvernement du

président Jimmy Carter, qui prit le pouvoir en janvier 1977. Ce poste fut ensuite revalorisé, puisque son titulaire devint secrétaire d'Etat adjoint à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail. C'est ce service qui prépara le premier rapport sur les droits de l'homme et le remit au sénateur Hubert Humphrey, qui était à l'époque président de la sous-commission sur l'aide à l'étranger au sein de la commission sénatoriale des relations étrangères. Le rapport portait sur 82 pays bénéficiaires de l'aide des Etats-Unis. La plupart étaient des amis ou des alliés de longue date.

En 1978, le rapport fut allongé afin d'y ajouter les 33 pays qui, en plus de l'aide économique, recevaient une aide en matière de sécurité. L'année suivante, la Loi sur l'aide à l'étranger était de nouveau modifiée afin de faire porter le rapport sur tous les Etats membres des Nations unies. Conséquemment, le rapport de 1978 comptait 854 pages et couvrait 154 pays, dont, pour la première fois, Cuba, la Chine et trois pays qui n'étaient même pas membres de l'ONU: la Corée du Nord, la Rhodésie et Taïwan.

C'est également à cette époque que les grandes rubriques du rapport furent établies:

- Respect de l'intégrité de la personne: comprend la torture, les arrestations arbitraires, le déni de justice et l'invasion de la vie privée.

- Respect des libertés civiles et politiques: comprend la liberté d'expression, de culte, d'assemblée et de mouvement, ainsi que la liberté de la presse et la capacité de participer à la vie politique.

- Attitude et comportement du gouvernement face aux membres d'organisations internationales ou non gouvernementales enquêtant sur des violations des droits de l'homme.

En 1980, on y ajouta une section sur les disparitions et en 1982 une autre sur les assassinats politiques et extrajudiciaires. L'année suivante, on y ajoutait le droit des citoyens de changer de gouvernement. En 1986, un chapitre sur la discrimination fondée sur la race, le sexe, la religion, la langue ou le statut social voyait le jour, ainsi qu'une rubrique sur le travail.

Le premier gouvernement Bush, arrivé au pouvoir en 1989, ajouta une rubrique sur le recours excessif à la force et la violation des droits de l'homme dans les conflits internes. Il révisa également la section sur le travail afin d'y inclure des considérations relatives au droit d'association et à celui de se syndiquer et de négocier des conventions collectives. Les conditions de travail furent alors également incluses.

En 1993, la section sur la discrimination fut étendue aux droits des femmes et des enfants, des peuples autochtones, des handicapés et des minorités nationales, raciales et ethniques. En 1994, le Congrès créa le poste de conseiller principal en matière des droits de la femme et, en 1996, une section sur les réfugiés et le droit d'asile fut ajoutée. En 1998, le rapport avait pris une telle ampleur qu'il était publié en deux volumes. Cette même année, le Congrès adoptait la Loi sur la liberté religieuse dans le monde, qui exigeait la rédaction d'un rapport annuel sur la liberté de religion dans chaque pays. En 1999, à la demande du Congrès, on ajoutait à la section contenant les rapports pays par pays un chapitre sur le trafic des êtres humains.

Les ambassades des Etats-Unis à l'étranger facilitent grandement la tâche herculéenne de la rédaction du rapport sur les droits de l'homme. Dans chaque ambassade, en effet, tous les services doivent participer à la compilation et à la corroboration des rapports concernant les violations des droits de l'homme dans leur pays hôte. La première esquisse du rapport est en fait le résultat du travail des ambassades, qui rassemblent des informations tout au long de l'année de sources diverses. La version finale est produite à Washington après consultation avec d'autres bureaux au sein du département d'Etat, ainsi que de diverses sources ne relevant pas du

gouvernement des Etats-Unis. Ce rapport repose sur les droits mondialement reconnus de la personne tels qu'ils sont détaillés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948. Il est intéressant de noter que durant ces 25 années, le rapport a constamment été étoffé par les gouvernements américains successifs, tant républicains que démocrates. Cela démontre à quel point cette question, plus que toute autre, fait l'unanimité. Si tous les groupes, y compris certaines organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, ne sont pas toujours d'accord avec toutes les conclusions du rapport, la plupart admettent qu'il est exhaustif et juste, comme en témoignent les critiques assez vives visant certains des alliés les plus fidèles des Etats-Unis. Nombre d'organisations non gouvernementales ne déplorent pas tant la justesse du rapport que le faible degré auquel il affecte et façonne la politique étrangère des Etats-Unis.

Il y a un quart de siècle, le premier rapport sur les droits de l'homme avait été accueilli à l'étranger avec un intérêt et une curiosité modérés. Aujourd'hui, c'est le document de politique étrangère du gouvernement des Etats-Unis le plus recherché. Il présente une vue détaillée du statut des droits de l'homme dans le monde et est de plus en plus considéré comme un jalon important. De plus, il contribue à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le monde entier.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI304 02/25/2004

Le plan d'aide d'urgence du président Bush en matière de lutte contre le sida

(Communiqué du département d'Etat à la presse étrangère) (570)
On trouvera ci-après le texte d'un communiqué distribué le 23 février par le département d'Etat des Etats-Unis à la presse étrangère concernant le plan d'aide d'urgence du président Bush en matière de lutte contre le sida dans le monde

Le plan d'aide d'urgence du président Bush en matière de lutte contre le sida

Une stratégie sur cinq ans

"Il n'y a que deux façons de répondre à des souffrances d'une telle dimension: soit nous détournons les yeux, résignés et désespérés, soit nous prenons des mesures décisives et historiques afin de juguler cette maladie (...)"

Le président George Bush

Le président Bush a fait de la lutte contre la pandémie internationale de VIH/sida une priorité des Etats-Unis. Son plan d'aide d'urgence en matière de lutte contre cette maladie représente l'engagement le plus important jamais pris par un pays en ce qui concerne une initiative sanitaire internationale: une stratégie sur cinq ans à volets multiples dotée d'un budget de 15 milliards de dollars afin de combattre cette affection.

Grâce à ce plan, nous oeuvrerons à l'échelle internationale, nationale et locale avec les chefs de file du monde entier afin de promouvoir des programmes intégrés de prévention, de traitements et de soins aux malades, et nous concentrerons notre action sur des pays qui figurent parmi les plus gravement touchés par la maladie.

Les objectifs

Aux quatre coins du monde, nous nous emploierons à:

- encourager la prise de mesures audacieuses par les responsables à tous les niveaux afin de lutter contre le VIH/sida;
- appliquer les meilleures pratiques dans le cadre de nos programmes bilatéraux en conjugaison avec les stratégies mises en

oeuvre par les gouvernements hôtes en matière de lutte contre le VIH/sida;

- encourager tous les partenaires à coordonner leurs stratégies, à respecter des pratiques de gestion rigoureuses et à harmoniser leurs efforts dans le domaine de la vérification et de l'évaluation.

Dans les pays ciblés, nous allons:

- fournir un traitement à 2 millions de personnes séropositives par le VIH;
- empêcher 7 millions de nouvelles infections par le VIH;
- assurer la prise en charge de 10 millions de séropositifs et d'autres victimes du sida, notamment des orphelins et des enfants vulnérables.

L'engagement des Etats-Unis est le suivant:

- cibler 15 des pays les plus touchés dans le monde en leur apportant 9 milliards de dollars de nouvelles ressources;
- affecter 5 milliards de dollars à des programmes déjà en vigueur dans plus de cent pays;
- accroître d'un milliard de dollars sur cinq ans notre engagement vis-à-vis du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme;
- renforcer la réaction du monde au VIH/sida par le truchement de partenaires internationaux.

Les Etats-Unis montrent la voie

- Les contributions des Etats-Unis à la lutte mondiale contre le sida continuent à être plus importantes que toutes celles des autres pays donateurs combinées;

- Si les autres pays donateurs maintiennent un même niveau de financement, les contributions des Etats-Unis au niveau international en 2004 seront environ le double de celles de tous les autres gouvernements donateurs réunis;

- Les Etats-Unis sont toujours le principal donateur au Fonds mondial et, depuis la création de cette institution jusqu'en 2008, ils se sont engagés à fournir en tout 1,97 milliard de dollars.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI305 02/25/2004

L'ONUSIDA rend hommage au plan des Etats-Unis de lutte contre le VIH/sida

(Il s'engage à renforcer sa collaboration avec les Etats-Unis.) (580)
Le 23 février, l'ONUSIDA a rendu hommage au plan sur cinq ans annoncé par les Etats-Unis pour combattre l'épidémie mondiale de VIH/sida et s'est félicité du premier décaissement de 350 millions de dollars fait dans le cadre de ce plan stratégique.

Après y avoir travaillé pendant un an, les responsables américains ont annoncé le 23 février les détails du plan doté de 15 milliards de dollars d'aide à la lutte contre le VIH/sida dans le monde qui ciblera les pays les plus touchés par l'épidémie et appuiera des programmes bilatéraux dans une centaine de pays.

On trouvera ci-après le communiqué de presse publié par l'ONUSIDA.

Communiqué de presse du Programme commun des Nations unies sur le sida (ONUSIDA)

23 février 2004

L'ONUSIDA accueille avec satisfaction le plan d'urgence sur cinq ans de lutte contre le sida présenté par le président des Etats-Unis Washington - Le Programme commun des Nations unies sur le sida (ONUSIDA) applaudit la décision du gouvernement des Etats-Unis de mettre sur pied un plan stratégique détaillé sur cinq ans afin de renforcer leur lutte contre le sida dans le monde.

On se doit de féliciter le gouvernement des Etats-Unis pour avoir à la fois cherché à renforcer et à coordonner ses propres initiatives en matière de lutte contre le sida et affirmé que la lutte contre le sida ne peut être remportée que par le biais d'un partenariat concret entre la communauté internationale, les gouvernements nationaux, le secteur privé et les gens touchés par le VIH/sida. L'ONUSIDA se tient prêt à collaborer avec M. Randall Tobias, coordonnateur de la lutte des Etats-Unis contre l'épidémie mondiale de sida, et avec les représentants des Etats-Unis affectés dans les régions, afin d'accélérer la lutte contre le sida sur le terrain dans les 15 pays ciblés.

L'initiative des Etats-Unis en matière de lutte contre le sida dans le monde offre une occasion historique d'élargir l'accès au traitement du VIH, à la prévention, et aux services d'aide psychologique dans les pays en développement. Le financement annoncé aujourd'hui, qui s'élève à 350 millions de dollars, est la première phase d'une série de mesures essentielles dans le cadre du programme sur cinq ans annoncé par le gouvernement des Etats-Unis, un programme doté d'un budget de 15 milliards de dollars qui vise à appuyer la lutte contre le sida dans le monde. L'ONUSIDA exhorte les principaux pays donateurs participant au prochain Sommet du G8, en juin, de s'engager à fournir les ressources indispensables pour lutter efficacement contre le sida à l'échelle mondiale, et nous nous réjouissons de l'exemple que continuent à donner les Etats-Unis en ce qui concerne cette initiative.

Si la prévention reste un élément essentiel de la stratégie mondiale de lutte contre le sida, le plan des Etats-Unis est le premier jamais présenté par un gouvernement de pays donateur qui énonce une stratégie ambitieuse visant la fourniture d'une thérapie antirétrovirale, des soins et une assistance sur une telle échelle et il contribuera considérablement à répondre aux besoins mondiaux. L'ONUSIDA se réjouit à l'avance de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement des Etats-Unis sur la mise en application de cette stratégie, en concentrant notamment les efforts sur les femmes et les filles et en cherchant à trouver des solutions à leur vulnérabilité et au fait qu'elles n'ont pas un accès égal aux services.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI303 02/25/2004

La lutte contre le sida en Afrique exige des ressources et de la volonté

(Propos du haut responsable de l'ONU K.Y. Amoako) (690)

Par Bruce Greenberg

Rédacteur du "Washington File"

Washington - "Le sida a pour effet d'épuiser les structures publiques et sociales (...) ce qui a de profondes implications sur les familles, les collectivités et l'économie", a déclaré M. K.Y. Amoako, président de la commission des Nations unies sur le VIH/sida et la gouvernance en Afrique.

S'adressant, le 18 février, à une assemblée de diplomates et d'africanistes réunis à l'ambassade d'Ethiopie à l'occasion de la Conférence Andrew Young sur l'Afrique, parrainée par l'ambassade et par la Société africaine du Sommet national sur l'Afrique, M. Amoako a fait l'éloge des dirigeants de l'Afrique subsaharienne pour avoir combiné leurs ressources contre la pandémie de sida qui est en train de saper la vitalité du continent africain à divers niveaux.

M. Amoako a cité des statistiques de la Banque mondiale selon lesquelles le sida pourrait coûter aux pays africains jusqu'à 1,2 %

de leur croissance par habitant chaque année. "En outre, dans certains pays, le sida a entraîné un accroissement de 5 % de la population vivant dans la pauvreté. Cela exige une attention immédiate."

Il a souligné qu'il ne fallait pas se contenter de réduire l'incidence du VIH/sida en Afrique. Il fallait aussi prendre conscience de la dimension structurelle de la maladie et réaliser qu'elle perdurerait encore longtemps.

"Ce qu'il faut, ce sont des investissements. Non seulement des investissements étrangers directs - qui sont à l'évidence désirables - mais aussi des investissements dans nos progrès: dans nos efforts concertés d'établissement d'Etats compétents; dans notre lutte en faveur d'une utilisation et d'une distribution plus judicieuses de l'aide; dans notre résolution à vaincre le VIH/sida; dans nos efforts de promotion d'un commerce à la fois libre et équitable; dans la bonne gouvernance et, surtout, dans tous nos peuples."

Tout en demandant aux organismes internationaux de lutte contre le sida de continuer à consacrer leur savoir-faire et leurs ressources à cette cause, M. Amoako a tenu à souligner les récentes contributions du gouvernement Bush. "Permettez-moi de prendre un moment pour reconnaître le courage dont l'actuel gouvernement des Etats-Unis fait preuve à ce sujet."

"L'engagement de fonds généreux, mais aussi celui de M. Randall Tobias, coordonnateur de la lutte mondiale des Etats-Unis contre le sida, sont bienvenus. Nous exhortons M. Tobias et son équipe à poursuivre leurs efforts bilatéraux et leur appui de diverses initiatives multilatérales, telles que le Fonds mondial. Nous leur demandons également d'écouter attentivement ce que disent les Africains au sujet de leurs besoins les plus pressants dans cette lutte."

"Il faut en effet une approche globale à la lutte contre la pandémie de VIH/sida en Afrique. Par le truchement de l'Union africaine (UA), les dirigeants africains sont maintenant (...) en train de prendre en main la lutte contre le sida aux plus hauts niveaux et de donner à cette mission une importante dimension régionale."

"Comme vous le savez sans doute, cette épidémie occupait "une place de choix à l'ordre du jour du sommet de l'UA qui s'est tenu l'année dernière à Maputo (Mozambique). C'était la première fois que nos chefs d'Etat abordaient ce dossier dans ce contexte. Cependant, vous devez accorder une plus grande attention à l'appui de diverses démarches visant à minimiser les effets structurels du VIH/sida."

Reconnaissant la division entre les "afro-optimistes" et les "afropessimistes", M. Amoako s'est qualifié d'"afroréaliste" et a souligné les événements positifs survenus ces dix dernières années.

"L'Afrique a réalisé des progrès considérables en peu de temps. En termes réels, elle est en train de se doter d'une majorité d'Etats compétents. Cependant, l'Afrique n'a pas changé de direction parce que les donateurs le lui demandaient. Elle l'a fait parce que nos peuples l'ont exigé, et que nous avons de plus en plus de dirigeants dignes de ce nom."

"Mais si nous nous réjouissons de ces accomplissements, nous acceptons aussi humblement notre responsabilité pour les difficultés qu'il nous reste à surmonter. Vous, nos amis et d'autres Africains et Africaines à l'étranger, devez nous aider à consolider ces transformations."

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI201 02/24/2004

La première tranche de l'aide d'urgence contre le sida a été débloquée

(14 pays bénéficieront d'une aide en matière de soins et de prévention.) (910)

Par Charlene Porter

Rédactrice du "Washington File"

Washington - La distribution de l'aide d'urgence des Etats-Unis aux 14 pays le plus durement touchés par la pandémie de sida a débuté, le 23 février, par les premiers décaissements totalisant 350 millions de dollars effectués un mois seulement après l'adoption de ce programme par le Congrès. C'est la première tranche du Plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida, d'un montant global de 15 milliards de dollars et d'une durée de cinq ans, annoncé pour la première fois par le président Bush en janvier 2003.

"Aujourd'hui, les premiers crédits se décaissent", a déclaré le ministre américain de la santé, M. Tommy Thompson, lors d'une conférence de presse donnée à Washington en compagnie du secrétaire d'Etat, M. Colin Powell. "Le gouvernement Bush a pris un engagement sans précédent en faveur du combat mondial contre le sida (...) Aucun gouvernement n'a investi le temps, l'énergie et les ressources comme l'ont fait les Etats-Unis sous la direction du président George W. Bush."

Le coordinateur pour les Etats-Unis de la lutte mondiale contre le sida, M. Randall Tobias, a indiqué que l'aide ciblait spécifiquement les pays qui pâtissaient particulièrement de l'insuffisance des programmes de soin, de traitement et de prévention.

"Avec cette seule première tranche, 50.000 séropositifs de plus vont commencer à recevoir un traitement, ce qui doublera presque le nombre de personnes bénéficiant d'un traitement en Afrique subsaharienne", a-t-il dit. De surcroît, une partie de ces fonds ira à la prise en charge de 60.000 orphelins du sida et à la diffusion à un demi-million de jeunes de messages sur les moyens de prévenir l'infection.

Le démarrage de cette nouvelle assistance n'est que le premier jalon de la mise en oeuvre du Plan d'aide d'urgence à la lutte contre le sida, qui prévoit l'octroi de 15 milliards de dollars échelonné sur 5 ans. Conformément à la loi d'attribution, M. Tobias et son équipe ont présenté au Congrès un rapport de 100 pages expliquant en détail la stratégie adoptée dans le cadre du plan. L'un de ses éléments principaux consistera à orienter les fonds vers les programmes et organisations de distribution de services qui ont déjà fait la preuve de leur efficacité.

"Nous voulons avancer aussi rapidement que possible, afin d'apporter une aide immédiate aux personnes qui subissent les effets catastrophiques du sida. En donnant la priorité aux programmes existants, nous pensons pouvoir atteindre cet objectif", a déclaré M. Tobias.

Les pays bénéficiaires seront les suivants: l'Afrique du Sud, le Botswana, la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, le Guyana, Haïti, le Kenya, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie. Collectivement, ces pays hébergent la moitié environ des séropositifs du monde. En autorisant ce plan, le Congrès a demandé qu'un quinzième pays, situé dans une partie du monde autre que l'Afrique et le bassin caraïbe, soit sélectionné pour ce programme. M. Tobias a indiqué que ce pays serait nommé prochainement.

Certes, les pays susmentionnés reçoivent prioritairement l'aide annoncée dans le cadre du plan, mais ce dernier comprend également un montant de 5 milliards de dollars qui sera décaissé en 5 ans en faveur d'une aide bilatérale à plus de 100 autres pays.

La stratégie axée sur une efficacité maximum suppose en outre l'intégration de l'aide de sources diverses et le ciblage de cette aide à différents secteurs des pays bénéficiaires. En ce sens, elle s'inspire des programmes d'aide alimentaire mis au point depuis longtemps par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), a fait observer l'administrateur de cet organisme, M. Andrew Natsios, qui participait aussi à la conférence de presse.

"Nous observons un degré élevé de malnutrition là où il ne devrait exister aucune famine (...), où il n'y a pas de sécheresse, pas de guerre. Le problème provient de l'incapacité des gens bien portants de cultiver leur champ", a indiqué le spécialiste. Pour répondre à cette situation, l'USAID intègre ses programmes d'alimentation aux efforts de surveillance épidémiologique afin de mieux prévenir la malnutrition qui, comme on le sait, accélère la survenance des symptômes du sida.

Les hauts responsables américains ont noté de surcroît que la nouvelle stratégie affecte plus de 500 millions de dollars au Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, programme international et indépendant de financement de la lutte contre les maladies infectieuses que préside actuellement M. Thompson. Le Fonds mondial, qui approuve des dons suite à un examen minutieux de demandes précises, a déjà financé 224 programmes dans 121 pays.

Grâce à ces efforts conjugués, à la création de partenariats internationaux et à leur aide bilatérale, les Etats-Unis ont fait preuve "d'un grand dynamisme" sur cette question, a déclaré pour sa part le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell. Il incombe à présent à d'autres pays de faire des contributions du même ordre à la santé mondiale. Il reste, en effet, beaucoup à faire, a-t-il souligné en citant le tribut terrible du sida dans le monde: 8.000 morts par jour.

Au cours des cinq ans que doit durer le plan, les Etats-Unis espèrent traiter 2 millions de séropositifs, prévenir 7 millions d'infections et assurer des soins à 10 millions de personnes touchées par le sida, en particulier des orphelins et des enfants vulnérables.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI202 02/24/2004

Le VIH/sida représente une menace grandissante pour certains pays d'Afrique et d'Asie

(C'est ce que fait ressortir un rapport du gouvernement des Etats-Unis.) (1110)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Dans certaines régions d'Afrique, l'infection mortelle par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) se répand comme une traînée de poudre et menace de submerger les structures sociales, économiques, politiques et sécuritaires du continent. Malheureusement, d'autres régions du monde sont confrontées aux mêmes problèmes.

C'est ce qu'a fait valoir le 5 février M. David Gordon, auteur d'un rapport officiel récemment rendu public ayant trait à cette pandémie qui a tué 28 millions de personnes dans le monde depuis 1981, à l'occasion d'une conférence organisée à l'American Enterprise Institute (AEI).

"La croissance imminente du taux d'infection par le VIH en Afrique est cause d'alarme, mais la maladie pourrait se répandre de façon dramatique de sa base d'Afrique à d'autres régions, notamment en Russie et en Inde, et provoquer jusqu'à 50 millions de morts d'ici à 2010", a-t-il expliqué.

(A l'heure actuelle, environ 70 % des 42 millions de personnes infectées par le VIH/sida vivent en Afrique.)

Directeur du bureau de la CIA chargé des questions transnationales, M. Gordon prenait pour référence un rapport de la communauté des services du renseignement mettant l'accent sur le problème grandissant que représente le sida dans cinq pays revêtant une importance stratégique pour les Etats-Unis, en l'occurrence le Nigeria, l'Ethiopie, la Russie, l'Inde et la Chine.

De nombreux spécialistes ont eu l'occasion de se pencher sur ce rapport, notamment le docteur Anthony Fauci, un chercheur de renom en matière de VIH/sida attaché à l'Institut national de la santé (NIH) et M. Nicholas Eberstadt, un spécialiste de la santé et de l'économie attaché à l'AEI, qui a aussi pris la parole le 5 février. Selon le rapport, d'ici 2010, le nombre de sidéens au Nigeria pourrait se situer entre 10 et 15 millions. Ce chiffre pourrait se situer entre 7 et 10 millions pour l'Ethiopie, 10 et 15 millions pour la Chine, 20 et 25 millions pour l'Inde et 5 et 8 millions pour la Russie.

"Ce sont le Nigeria et l'Ethiopie qui seront les plus durement touchés, et les conséquences aux plans social et économique pour ces pays seront semblables à celles auxquelles se sont heurtés les pays d'Afrique australe et centrale enregistrant le taux de prévalence le plus élevé en matière de VIH/sida. Les hautes personnalités du gouvernement et du monde des affaires pourraient se trouver décimées, une situation qui porterait atteinte à la croissance et découragerait les investissements étrangers. Ces deux pays sont la clé d'une stabilité régionale et la montée du VIH/sida pourrait avoir des effets néfastes sur leur gouvernement", précise le rapport.

Et d'ajouter à propos des coûts des traitements: "Le coût des médicaments antirétroviraux, qui peuvent prolonger la vie des personnes séropositives, a fortement baissé au cours des dernières années, mais il peut rester prohibitif pour des pays très peuplés à faible revenu. Mais le coût des médicaments ne constitue qu'une partie du coût du traitement du VIH/sida. Des souches de virus résistantes aux médicaments pourraient se multiplier en raison du recours irrégulier aux thérapies par antirétroviraux et de la production non réglementée à l'étranger de médicaments de moins bonne qualité."

A l'heure actuelle en Afrique, le budget moyen pour la santé est de 10 dollars par personne et par an, et seulement entre 75.000 et 100.000 personnes, sur une population de plus de 20 millions de séropositifs, reçoivent un traitement par antirétroviraux, a précisé M. Roger Bates, un chercheur de l'AEI qui a participé également à la conférence. Faisant la comparaison avec les Etats-Unis où 40 milliards de dollars sont consacrés chaque année à la santé des animaux domestiques, M. Eberstadt a fait remarquer que les Africains, à l'exception des Sud-Africains, ne consacraient qu'environ 4 milliards de dollars par année à la santé des hommes. Selon le rapport, la pandémie a progressé en Ethiopie à cause "du mauvais état de santé général des Ethiopiens du fait de la sécheresse, de la malnutrition, de soins médicaux limités et d'autres maladies infectieuses, autant de raisons qui ont fait que la santé des séropositifs par le VIH s'est vite détériorée et qu'ils ont rapidement développé les symptômes du sida".

Le rapport fait état de prévisions plus encourageantes et précise que jusqu'en 2010, "le nombre de cas de VIH/sida augmentera plus lentement et diminuera même en Afrique australe et en Afrique centrale où les populations du Botswana, d'Afrique du Sud, de Zambie et du Zimbabwe ont été fortement touchées".

En outre, souligne le rapport, "Les gouvernements du Nigeria, d'Inde et de Chine commencent à attacher plus d'importance à la menace du VIH/sida. Et, ainsi que l'a prouvé l'Ouganda, lorsqu'une

stratégie en matière de prévention et d'éducation prend sa source aux plus hauts échelons du gouvernement, la progression de la maladie peut être ralentie."

"Au Nigeria, le président Obasanjo mentionne de plus en plus souvent la menace du VIH/sida et la société civile est entrée dans le jeu", a indiqué M. Gordon exprimant cependant ses préoccupations en ce qui concerne le fait que, pour des raisons politiques, le Nigeria a du mal à surmonter d'autres défis en matière de santé (notamment éradiquer la poliomyélite).

Il a fait remarquer que le président de Chine avait admis publiquement le défi auquel son pays était confronté en ce qui concerne le sida. Les résultats qu'obtiendront les activités de lutte contre le VIH/sida en Chine dépendront en grande partie du comportement des dirigeants qui jusqu'ici "n'ont pas souvent fait preuve d'ouverture ou de transparence".

En ce qui concerne la Russie, la réaction officielle à la propagation du VIH/sida, a dit M. Gordon, a été "bien plus lente que prévue". "Le président Poutine ne mentionne que très rarement le VIH/sida. Il se contente de laisser la responsabilité de la question entre les mains du ministre adjoint de la santé, et peu de choses se passent en Russie pour qu'une sorte de priorité nationale soit déclarée afin de combattre cette maladie", a-t-il souligné.

Si c'est en Inde que les prévisions en ce qui concerne l'augmentation des cas de sida d'ici 2010 sont les plus élevées, de l'avis de M. Gordon, le caractère sophistiqué des institutions sanitaires d'Inde compense ces prévisions. "Si vous observez ce qui se passe sur le terrain en Inde, vous constatez une forte augmentation des projets liés au sida. Et, des cinq pays mentionnés dans le rapport, c'est l'Inde qui est en meilleure position au plan des infrastructures sanitaires pour réagir de façon efficace à la maladie. Les preuves sont là pour indiquer que c'est un fait", a dit M. Gordon.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI203 02/24/2004

Une vaste campagne de vaccination contre la poliomyélite commence en Afrique de l'Ouest

(Dix pays se préparent à vacciner 23 millions d'enfants.) (1430)

Dans un communiqué conjoint publié le 20 février 2004, l'OMS, l'UNICEF, le Rotary International et le CDC (Centre épidémiologique des Etats-Unis) annoncent le lancement d'une vaste campagne de vaccination contre la poliomyélite dans dix pays d'Afrique occidentale. Soixante-trois millions d'enfants sont ciblés par cette campagne qui entre dans le cadre d'une initiative internationale de santé publique visant à éradiquer la poliomyélite d'ici à la fin de 2004.

On a fait beaucoup de progrès afin de réduire le nombre de nouveaux cas de poliomyélite, une maladie invalidante et mortelle, mais le virus continue de toucher plusieurs régions, notamment l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale. Dernièrement, plusieurs cas de polio ont été enregistrés dans des pays d'Afrique où cette maladie avait disparu.

"La maladie menace maintenant de faire son retour et l'ensemble du continent est menacé si ces campagnes ne permettent pas d'arrêter net la propagation du virus", a souligné M. Ebrahim Samba, directeur régional de l'OMS pour la région africaine, ajoutant: "L'Afrique a prouvé qu'elle pouvait faire barrage à la poliomyélite - il faut en finir une fois pour toutes."

Sur la foi de rumeurs infondées concernant l'innocuité du vaccin contre la poliomyélite, le Nigeria a suspendu les campagnes de

vaccination organisées régulièrement dans certains de ses Etats, et c'est à cette suspension des immunisations que l'on impute la recrudescence de la poliomyélite dans sept pays d'Afrique occidentale et centrale.

On trouvera ci-après le texte du communiqué conjoint publié en français par les services de l'OMS.

Organisation mondiale de la santé (OMS)

UNICEF

Rotary International

Centers for Disease Control and Prevention (CDC)

Communiqué conjoint

L'Afrique de l'Ouest se mobilise pour lancer l'assaut final contre la poliomyélite

L'épidémie au Nigeria menaçant le succès de l'élimination en Afrique, 63 millions d'enfants seront vaccinés dans dix pays

Genève - Un mois après la réunion d'urgence des ministres de la santé qui se sont engagés à mettre un terme à la transmission de la poliomyélite en 2004, les pays d'Afrique réagissent par une campagne de vaccination antipoliomyélique massive et synchronisée qui a pour but de vacciner 63 millions d'enfants au cours des prochains jours.

A partir du 23 février, dix pays organiseront simultanément des campagnes de vaccination antipoliomyélique destinées à atteindre 63 millions d'enfants: le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun (20 février), la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine, le Tchad (en mars) et le Togo. Ensemble, dirigeants politiques et chefs religieux et traditionnels lanceront les activités et des dizaines de milliers d'agents de vaccination feront du porte-à-porte pendant 3 jours pour administrer le vaccin directement à tous les enfants.

Ces derniers mois, la poliomyélite s'est encore propagée en Afrique de l'Ouest et du Centre, paralysant des enfants dans sept pays qui étaient exempts de poliomyélite - cette semaine encore en République centrafricaine - et en menaçant des millions d'autres. Mais les partenaires de l'initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite estiment que si les campagnes organisées au cours des prochains mois permettent d'atteindre tous les enfants, on pourrait donner le coup d'arrêt à la poliomyélite en Afrique en 2004.

"Après huit ans d'une collaboration et d'investissements considérables, l'Afrique est à la veille d'un triomphe bien mérité de la santé publique", a déclaré le Dr Ebrahim Samba, Directeur régional de l'OMS pour la Région africaine. "Mais la maladie menace maintenant de faire son retour et l'ensemble du continent est menacé si ces campagnes ne permettent pas d'arrêter net la propagation du virus. L'Afrique a prouvé qu'elle pouvait faire barrage à la poliomyélite - il faut en finir une fois pour toutes."

Les progrès réalisés dans l'éradication de la poliomyélite représentent l'une des plus grandes réussites de la santé publique en Afrique. La campagne "Bouter la polio hors d'Afrique" lancée en 1996 par Nelson Mandela et d'autres dirigeants africains, et poursuivie dorénavant par le Professeur Alpha Omar Konaré, président de la Commission de l'Union africaine, a permis de ramener le nombre de cas de 205 enfants paralysés chaque jour à 388 en une seule année en 2003. La vaccination antipoliomyélique a permis d'instaurer des "journées de tranquillité" dans des pays déchirés par des conflits, la guerre civile faisant place au cessez-le-feu et les combattants à des gardes du corps chargés de permettre aux agents de vaccination d'atteindre chaque enfant en toute sécurité.

"Les problèmes de l'Afrique n'ont d'égal que son potentiel" a déclaré Rima Salah, Directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. "Avant cette nouvelle vague de cas, l'Afrique avait accompli les progrès les plus rapides jamais obtenus

sur un continent pour garantir à ses enfants un avenir sans poliomyélite", a-t-elle déclaré. "Permettre au virus de faire sa réapparition maintenant serait une véritable tragédie. Les responsables nationaux et communautaires doivent s'engager afin de stopper la propagation de la maladie et de vaincre la poliomyélite sur tout le continent."

La suspension des campagnes de vaccination dans les Etats clés du nord au Nigeria, et en particulier Kano, demeure le principal problème à résoudre mais aussi la principale possibilité d'action pour mettre un terme rapidement à la propagation de la poliomyélite en Afrique. Jusqu'à mi-2003, le Nigeria menait avec autant de succès la lutte contre la poliomyélite que les autres pays d'Afrique, la maladie ne sévissant encore à l'état endémique que dans quelques Etats du nord, et Lagos, la ville la plus peuplée d'Afrique, en étant exempte depuis plus de deux ans. La suspension des campagnes de vaccination à Kano et la flambée de poliomyélite qui a suivi dans cette région sont dues à des rumeurs infondées concernant l'innocuité du vaccin antipoliomyélique, que dément totalement l'important soutien dont a bénéficié la campagne d'éradication de la part des communautés scientifiques et religieuses et des institutions unilatérales partout dans le monde. En octobre 2003, l'Organisation de la Conférence islamique (OIC) a décidé à l'unanimité d'éradiquer la poliomyélite d'ici fin 2004. Suite à cet engagement, les Emirats arabes unis ont annoncé une future contribution de plusieurs millions de dollars des pays islamiques du Golfe.

La contribution des Emirats arabes unis vient à point nommé pour la campagne car la propagation du virus en Afrique de l'Ouest continue de drainer les ressources de l'initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, déjà très limitées. Il manque en effet US \$130 millions, montant dont le partenariat a besoin d'urgence pour ses activités jusqu'à fin 2005, et qui augmente à mesure que davantage de pays sont atteints.

L'éradication mondiale étant en vue et l'Afrique de l'Ouest et du Centre entamant maintenant une campagne de vaccination décisive, Jonathan Majiyagbe, Président de Rotary International, a lancé un appel direct aux communautés pour qu'elles fassent vacciner leurs enfants.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a qualifié l'éradication de la poliomyélite "d'exemple éclatant de ce que nous pouvons réaliser lorsque nous unissons nos forces contre un ennemi commun" a déclaré M.Majiyagbe. "La poliomyélite est notre ennemi commun mais dans certaines communautés africaines, la peur et la désinformation au sujet du vaccin antipoliomyélique sont devenues aussi mortelles que la maladie. Le vaccin est un moyen de protection sûr et vital pour l'enfant. Nous ne devons pas permettre que des rumeurs infondées viennent compromettre la santé de nos enfants."

L'initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite est placée sous l'égide de l'OMS, de Rotary International, des Centers for Disease Control and Prevention des Etats-Unis d'Amérique et de l'UNICEF. Le poliovirus ne circule plus désormais que dans six pays, contre plus de 125 lorsque l'initiative a été lancée en 1988. Les six pays où le poliovirus sauvage autochtone continue de circuler sont: le Nigeria, l'Inde, le Pakistan, le Niger, l'Afghanistan et l'Egypte.

La coalition pour l'éradication de la poliomyélite regroupe des gouvernements des pays touchés par la polio; des fondations privées (Fondation des Nations Unies, Fondation Bill & Melinda Gates, par exemple); des banques de développement (Banque mondiale, par exemple); des gouvernements donateurs (Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas,

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord); la Commission européenne; des organisations non gouvernementales et humanitaires (Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, par exemple) et des entreprises partenaires (Aventis Pasteur, De Beers, par exemple). Les bénévoles de pays en développement jouent également un rôle important: 20 millions d'entre eux ont participé aux campagnes de vaccination de masse.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI501 02/27/2004

Campagne réussie de vaccination contre la polio en Afrique de l'Ouest

(60 millions d'enfants sont vaccinés, malgré des réticences au Nigeria.) (670)

Par Charlene Porter

Rédactrice du "Washington File"

Washington - L'Organisation mondiale de la santé (OMS) affirme que sa campagne massive de vaccination contre la poliomyélite en Afrique de l'Ouest a été bien suivie, en dépit du refus de deux Etats du nord du Nigeria d'autoriser l'administration du vaccin.

Mme Melissa Corkum, porte-parole de l'OMS, a déclaré, le 27 février, que, bien que les chiffres définitifs ne soient pas connus avant plusieurs semaines, l'Initiative mondiale d'éradication de la polio était près d'atteindre son objectif visant à vacciner 63 millions d'enfants dans 10 Etats d'Afrique de l'Ouest au cours d'une campagne tenue du 23 au 27 février.

"Les nouvelles sont bonnes", a-t-elle déclaré lors d'une interview accordée au "Washington File". "Trente-cinq des 37 Etats nigériens

ont autorisé la campagne de vaccination" contre cette maladie paralysante.

Selon des articles de presse, certains chefs islamiques des Etats nigériens du Kano et du Zamfara auraient émis des doutes sur l'efficacité du vaccin, estimant notamment qu'il pouvait provoquer l'infécondité et le sida. Or ce vaccin a été utilisé mondialement, et l'OMS se porte garante de son innocuité. Néanmoins, selon Mme Corkum, des tests supplémentaires du vaccin sont en cours afin de dissiper ces craintes, et on espère que les Etats réticents participeront à une nouvelle campagne ouest-africaine prévue pour la fin de mars.

Alors que les Journées nationales de vaccination se poursuivaient cette semaine, un cas de poliomyélite paralysante a été confirmé en Côte d'Ivoire, plus de trois ans après que ce pays eut été qualifié d'exempt du poliovirus. L'OMS cherche actuellement à savoir si ce cas s'apparente aux virus qui se sont répandus à partir du Nigeria en 2003 après que des autorités locales eurent suspendu les campagnes de vaccination.

La polio a récemment réapparu dans 7 Etats d'Afrique de l'Ouest et du Centre qui avaient été précédemment déclarés exempts de ce fléau. Dans un communiqué publié le 20 février, les responsables de l'OMS ont estimé que le refus, au Nigeria, de participer aux vastes programmes de vaccination était la cause de la recrudescence de la maladie dans les Etats voisins.

L'Initiative mondiale d'éradication de la poliomyélite est placée sous l'égide de l'OMS, du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), du Centre d'épidémiologie des Etats-Unis (CDC) et de l'organisation de service public Rotary International.

Dans un communiqué de presse diffusé le 25 février à Genève, Mme Carol Bellamy, directrice de l'UNICEF, s'est indignée contre

les soupçons émis par certains Nigériens au sujet de l'innocuité du vaccin contre la polio: "Il est impardonnable de permettre que des enfants tombent paralysés à cause de délais supplémentaires et de rumeurs sans fondement. Nous appelons ces autorités à se joindre immédiatement au programme d'éradication de la polio qui promet d'être l'une des plus grandes réussites de santé publique en Afrique. Les chefs nigériens doivent saisir cette occasion maintenant, sinon ils auront à répondre à leurs enfants."

Mise en oeuvre depuis la fin des années 1980, l'Initiative d'éradication vise à éliminer la polio avant 2006. Au moment de son lancement, on estimait à 350.000 le nombre de nouveau cas annuels. En 2003, on en recensait moins de 750 dans le monde, selon les chiffres de l'OMS, et on classait le virus comme "endémique", c'est-à-dire présent dans l'environnement à l'état sauvage, dans 6 Etats du monde seulement. Mais comme il s'agit d'un agent extrêmement infectieux, les responsables de la campagne soulignaient qu'il fallait éradiquer le virus partout dans le monde, dans tous les pays, si on voulait l'éliminer à tout jamais.

L'Afghanistan, l'Egypte, l'Inde, le Niger, le Nigeria et le Pakistan sont les 6 Etats où le poliovirus existe encore à l'état endémique. Toutefois, la maladie a réapparu dans 8 Etats: le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Tchad et le Togo. Avec ses 23 cas déclarés, le Tchad est le pays le plus touché.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI502 02/27/2004

Le projet de budget de l'USAID pour 2005

(Son montant atteint 8,8 milliards de dollars.) (1910)

D'un montant de 8,8 milliards de dollars, le projet de budget de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) pour l'année budgétaire qui commencera le 1er octobre prochain (année budgétaire 2005) prévoit le maintien du financement de programmes portant sur la démocratisation, l'atténuation des conflits, l'aide humanitaire, la croissance économique et la santé dans le monde, indique le communiqué de presse que cette agence a diffusé le 25 février.

Le nouveau projet de budget est légèrement supérieur à celui de l'année en cours et il fait partie du projet de loi de finances que le gouvernement Bush a soumis au Congrès au début du mois de février.

Il prévoit 1,1 milliard de dollars au titre de l'aide alimentaire et 262 millions de dollars pour la sécurité alimentaire et le développement agricole en Afrique subsaharienne.

Il prévoit également 600 millions de dollars au titre de la lutte contre le VIH et le sida, 425 millions au titre de la santé familiale et génésique et 325 millions pour la protection infantile et maternelle.

Quant aux mesures en faveur de la transition, elles sont financées à concurrence de 62,8 millions de dollars. "Une aide rapide et souple facilite la transition de pays de la guerre à la paix, de la guerre civile à la réconciliation nationale ou celle de pays en proie à des troubles politiques qui ne s'accompagnent pas encore de violence", souligne le communiqué de presse.

L'enseignement constitue un domaine prioritaire pour lequel il est prévu 262 millions de dollars, notamment au titre de la scolarisation dans le primaire et le secondaire, de la formation des enseignants et de la formation technique.

On trouvera ci-après le texte du communiqué de presse de l'USAID. Le projet de budget de l'USAID pour l'année budgétaire 2005

Le projet de budget du président prévoit, pour l'année budgétaire 2005, 8,8 milliards de dollars au titre de l'aide au développement et de l'aide humanitaire administrées par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID). L'USAID affectera à des programmes et gèrera environ 5,1 milliards de dollars et gèrera 3,7 milliards de dollars qu'elle affectera à des programmes en collaboration avec le département d'Etat.

Les programmes de l'USAID sont financés au moyen des crédits de plusieurs postes budgétaires:

- protection et santé infantiles: 1.420 millions de dollars,
- aide au développement: 1.329 millions de dollars,
- aide aux sinistrés et aux personnes souffrant de la faim: 385,5 millions de dollars,
- mesures en faveur de la transition: 62,8 millions de dollars,
- aide alimentaire (P.L. 480): 1.185 millions de dollars.

Les postes du soutien aux pays démocratiques de l'Europe de l'Est (410 millions de dollars) et de la loi de soutien à la liberté (550 millions de dollars) financent l'exécution de programmes en Europe et en Eurasie qui sont gérés en commun avec le département d'Etat, tandis que les fonds de soutien économique (2,52 milliards de dollars) servent à financer des programmes administrés par l'USAID à la demande du département d'Etat. En outre, l'USAID s'occupe de crédits budgétaires destinés à la nouvelle initiative de lutte contre le sida à l'étranger.

Le projet de budget pour l'année budgétaire 2005 renforce aussi les trois grands programmes de l'USAID: démocratisation, atténuation des conflits et aide humanitaire; croissance économique; santé dans le monde. Un quatrième grand programme, l'Alliance pour le développement mondial, rassemble des ressources provenant des secteurs public et privé et son budget s'élève à 10 millions de dollars.

La démocratisation, l'atténuation des conflits et l'aide humanitaire Au cours de l'année budgétaire 2003, l'USAID est intervenue lors de 63 catastrophes qui ont eu lieu dans 53 pays: 48 catastrophes naturelles et 15 catastrophes complexes ou causées par l'homme. De nombreuses catastrophes sont dues à l'inaction d'Etats ou à des causes naturelles exacerbées par une mauvaise gouvernance. L'USAID cherche à s'attaquer non pas seulement aux symptômes, mais aux causes de ces crises en aidant à mettre en place des rouages de gouvernance qui fonctionnent dans la transparence et de façon responsable. Parmi les principaux domaines figurent:

- la démocratisation et la bonne gouvernance, l'atténuation des conflits et les droits de l'homme: 208 millions de dollars. Ce montant comprend des crédits destinés à permettre l'organisation d'élections et à favoriser l'Etat de droit ainsi que la lutte contre la corruption et contre le trafic des êtres humains;
- les mesures en faveur de la transition: 62,8 millions de dollars. Une aide rapide et souple facilite la transition de pays de la guerre à la paix, de la guerre civile à la réconciliation nationale ou celle de pays en proie à des troubles politiques qui ne s'accompagnent pas encore de violence;

- l'aide aux sinistrés et aux personnes souffrant de la faim: 385,5 millions de dollars. Le nouveau poste de l'aide aux personnes souffrant de la faim et aux sinistrés à l'étranger réunit l'ancien poste de l'aide aux sinistrés à l'étranger et les principaux éléments d'un fonds de lutte contre la famine qui a été proposé antérieurement. Les besoins d'urgence peuvent comprendre des médicaments et des soins médicaux, des semences destinées à permettre la reprise de la production agricole après de très mauvaises récoltes, de l'eau potable et des installations sanitaires après une inondation. Ce poste comprend 50 millions de dollars au titre de la prévention de la famine et des secours, qui sont destinés à permettre une

intervention rapide pour prévenir la famine ou pour en atténuer les effets;

- l'aide alimentaire: 1.185 millions de dollars (P.L. 480, titre II). Environ la moitié du budget de l'aide alimentaire sera consacrée à des situations d'urgence et affectée en fonction des circonstances. Le reste est destiné à atténuer les pénuries alimentaires d'ordre chronique et à financer des activités en faveur du développement. La croissance économique, l'agriculture et le commerce Le montant de l'aide de l'USAID dans les domaines de l'enseignement primaire et de l'agriculture durable ont augmenté pendant l'année budgétaire 2004. En outre, ses programmes en faveur de la microentreprise, du commerce et des investissements ainsi que de la protection de l'environnement créent des possibilités pour les particuliers et renforcent la productivité et la stabilité économique des pays intéressés.

Parmi les principaux domaines figurent:

- l'enseignement: 262 millions de dollars. Le domaine prioritaire reste l'enseignement primaire et secondaire (212 millions de dollars). Les programmes mettront l'accent sur la scolarisation en Afrique et en Amérique latine et poursuivront les mesures visant à améliorer la formation des enseignants. En outre, 50 millions de dollars seront consacrés à l'enseignement supérieur, à la formation professionnelle, à l'alphabétisme et à la formation technique de manière à permettre à la main-d'oeuvre de participer à l'expansion de l'économie mondiale;

- l'agriculture: 268 millions de dollars. L'USAID accordera une attention particulière à la sécurité alimentaire et à l'agriculture durable en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud;

- les entreprises, le commerce et les investissements: 316 millions de dollars. Le renforcement des liens entre le commerce et le développement permettra aux pays en développement d'être mieux en mesure de participer au commerce mondial et régional et d'en profiter;

- l'environnement: 275 millions de dollars. Des programmes viseront à améliorer la gestion des ressources naturelles en finançant des projets portant sur la protection de la diversité biologique, sur les énergies renouvelables et non polluantes, sur l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires, sur la gestion des bassins fluviaux et sur un urbanisme respectueux de l'environnement.

La santé dans le monde

Il est bien connu que le gouvernement des Etats-Unis joue un rôle primordial dans la lutte contre le sida et d'autres maladies infectieuses ainsi que dans la protection infantile et maternelle. Les investissements dans le domaine de la santé à travers le monde contribuent à favoriser la croissance économique mondiale et à réduire la pauvreté.

Parmi les principaux domaines figurent:

- la lutte contre le VIH et le sida: 600 millions de dollars, dont 100 millions destinés au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Les programmes porteront sur la prévention, les soins et le traitement ainsi que la prise en charge des enfants touchés par le sida. Les programmes de l'USAID sont intégrés au plan d'aide d'urgence du président à la lutte contre le sida. L'USAID jouera un rôle important dans l'exécution de ce plan, qui sera administré par le coordonnateur des activités de lutte contre le sida du département d'Etat;

- les programmes en matière de santé familiale et génésique: 425 millions de dollars. Ces programmes contribuent à élargir l'accès à l'information et aux services relatifs aux méthodes permettant de réduire le nombre des grossesses non désirées, à améliorer la santé infantile et juvénile et à réduire le taux de mortalité des

nouveau-nés et des enfants, ainsi qu'à diminuer le taux de mortalité des femmes liée à un accouchement;

- la protection infantile et maternelle (325 millions de dollars) et la lutte contre d'autres maladies infectieuses (139 millions de dollars). Ces programmes visent à réduire le nombre de décès chez les enfants âgés de moins de 5 ans et à prévenir le décès de la mère lors d'un accouchement au moyen de la vaccination, de la prévention et du traitement de la pneumonie et de la diarrhée, de la suppression des carences en micronutriments, de méthodes d'accouchement présentant peu de risques et de soins prénatals, d'une meilleure alimentation et de l'allaitement au sein. D'autres programmes de lutte contre des maladies infectieuses visent à prévenir la tuberculose et le paludisme et à les juguler, à combattre la résistance aux moyens de protection contre les microbes et à améliorer les moyens de surveiller la progression de maladies et d'y faire face.

L'Europe et l'Eurasie

Le projet de budget prévoit 410 millions de dollars au titre de l'aide à l'Europe orientale et aux Etats baltes, notamment aux Etats encore fragiles de la Serbie et du Monténégro (102 millions de dollars), du Kosovo (72 millions de dollars), de la Bosnie-Herzégovine (41 millions de dollars) et de la Macédoine (34 millions de dollars). Le montant de l'aide prévue pour l'Eurasie est de 550 millions de dollars et celui pour les Républiques d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan atteint 168 millions.

Les fonds de soutien économique

L'USAID gère 2,52 milliards de dollars d'aide à des pays dans le cadre de la politique étrangère d'ordre économique et politique des Etats-Unis. Les principaux bénéficiaires de cette aide comprennent des pays qui jouent un rôle dans le processus de paix au Proche-Orient (l'Egypte, Israël, la Jordanie, la Cisjordanie et la bande de Gaza) ainsi que les Etats de la ligne de front dans la lutte contre le terrorisme, notamment la Turquie, l'Indonésie, le Pakistan et l'Afghanistan. En outre, la nouvelle initiative du partenariat avec le Moyen-Orient vise à encourager les réformes dans cette partie du monde et à offrir des possibilités à tous ses habitants.

Les dépenses de fonctionnement et d'équipement

L'USAID a prévu 623,4 millions de dollars au titre des dépenses de fonctionnement et 64,8 millions pour les dépenses d'équipement qui sont nécessaires pour la gestion d'un budget de plus de 8 milliards de dollars. L'accroissement modique du budget de fonctionnement permettra à l'USAID d'embaucher et de former de jeunes diplomates appelés à remplacer par la suite des diplomates chevronnés qui prendront leur retraite.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI401 02/26/2004

L'USAID propose une nouvelle stratégie d'aide à l'étranger

(Elle viserait à répondre aux besoins variés des pays.) (460)

L'administrateur de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), M. Andrew Natsios, a déclaré, le 25 février, lors d'une intervention devant le comité consultatif de l'USAID sur l'aide étrangère directe, que cet organisme proposait une nouvelle façon de distribuer l'aide étrangère afin de mieux répondre aux besoins variés des pays ayant un niveau de revenus inégal.

La nouvelle stratégie comprendrait cinq volets et chercherait, en premier lieu, à aider les pays à instituer les changements fondamentaux qui leur permettraient d'avancer aux plans économique et social sans avoir à dépendre de l'aide étrangère. Il

s'agit là de non seulement réduire la pauvreté, mais de promouvoir également l'égalité des sexes et la protection de l'environnement. La nouvelle direction sous-tendant la distribution de l'aide étrangère a déjà porté ses fruits alors que les pays réalisent que le fait de bien gouverner, d'investir dans leur population, et de mettre en oeuvre une réforme économique peut leur faire bénéficier d'une aide financière plus importante dans le cadre du Compte du millénaire. La nouvelle stratégie comprend des mesures visant à renforcer les pays fragiles, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas en mesure de fournir des services fondamentaux à leur population ou qui ne veulent pas le faire et ceux qui sont encore faibles mais qui enregistrent des progrès aux plans de la stabilité et de la gouvernance.

L'USAID, a expliqué M. Natsios, collaborerait avec le Congrès et d'autres organes du gouvernement de façon à trouver des ressources indépendantes de celles qui sont consacrées au développement pour promouvoir la stabilité, la relance économique et la réforme du gouvernement dans les Etats déstructurés ou à la dérive.

Un troisième élément de la stratégie consisterait à fournir une aide humanitaire aux pays qui en ont un besoin urgent "sans pénaliser ceux dont l'engagement du gouvernement est insuffisant". Il s'agirait de mettre l'accent sur la prévention des catastrophes, de faire fond sur les capacités locales de répondre à une catastrophe et de protéger les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Le quatrième élément de cette stratégie consisterait à aider les pays en s'appuyant sur des considérations liées aux priorités en matière de politique étrangère.

Mettre l'accent sur des questions revêtant une importance mondiale, telles que le VIH/sida et la traite des êtres humains, constituerait le cinquième volet de la stratégie.

Faisant remarquer que l'aide étrangère n'était plus le fait d'une seule opération, M. Natsios a précisé que l'USAID était désormais représentée aux plus hauts échelons de la prise de décisions au sein du gouvernement des Etats-Unis et qu'elle avait élaboré un plan stratégique de concert avec le département d'Etat afin d'harmoniser les objectifs en matière de politique étrangère et de développement. (Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI306 02/25/2004

Envoi d'une aide américaine d'urgence aux victimes du séisme au Maroc

(L'USAID analyse également les besoins futurs.) (260)

Les Etats-Unis envoient une aide d'urgence aux sinistrés du séisme qui a dévasté, le 24 février, de nombreux villages situés dans le nord du Maroc, autour de la ville côtière d'Al-Hoceïma, indique le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, dans un communiqué diffusé le 25 février et dont on trouvera le texte ci-après.

Département d'Etat

Bureau du porte-parole

25 février 2004

Déclaration du porte-parole, M. Richard Boucher

L'aide des Etats-Unis aux victimes du séisme au Maroc

Les Etats-Unis apportent une aide humanitaire immédiate aux sinistrés du tremblement de terre du 24 février au Maroc. Nous leur envoyons d'urgence, de nos entrepôts en Italie et ailleurs, des fournitures essentielles qui comprennent 10.000 couvertures, des tentes, des appareils de pompage et de purification d'eau, des bidons à eau, des trousseaux d'hygiène et des groupes électrogènes ainsi que d'autres articles d'urgence. La première cargaison aéroportée arrivera au Maroc ce 25 février.

Cette aide s'ajoute à la contribution de 50.000 dollars faite au Croissant-Rouge le jour du séisme en vue de lui permettre de répondre aux besoins immédiats du peuple marocain. L'USAID se livre actuellement à une analyse des besoins humanitaires afin de déterminer quels autres secours les Etats-Unis pourraient apporter au Maroc.

Le peuple des Etats-Unis se fait solidaire du peuple du Maroc en cette heure difficile et offre ses condoléances aux victimes de cet événement tragique.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI204 02/24/2004

Programme de Doha: M. Zoellick entrevoit des possibilités de progrès

(Il rappelle l'engagement du président Bush envers le libre-échange.) (1060)

Par Charles Corey

Rédacteur du "Washington File"

Washington - "Petit à petit, nous progressons" dans la promotion du programme de Doha arrêté par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une cause envers laquelle le président Bush reste fermement engagé, a déclaré le représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, M. Robert Zoellick, le 18 février.

A l'issue d'entretiens à Mombassa (Kenya) avec des ministres africains du commerce, avec le commissaire de l'Union européenne Pascal Lamy et avec le directeur général de l'OMC, M. Supachai Panitchpakdi, M. Zoellick a déclaré aux journalistes: "Nous avons du pain sur la planche, mais cette discussion m'a encouragé."

Paraphrasant les propos tenus un peu plus tôt par M. Mukhisa Kituyi, le ministre kényan du commerce et de l'industrie, M. Zoellick a ajouté: "L'Afrique reconnaît que nous devons tous faire preuve de souplesse afin de faire avancer les choses."

S'exprimant au nom des Africains, M. Kituyi a quant à lui déclaré: "Nous, ministres africains du commerce qui avons assisté à cette réunion, avec quelques-uns de nos représentants à Genève, nous sommes entendus pour affirmer que le Groupe des 90 avait intérêt à ce que les négociations commerciales multilatérales aillent de l'avant."

(Le G90 est une alliance tripartite entre l'Union africaine (UA), le Groupe Afrique Caraïbes et Pacifique (ACP) et les pays les moins avancés qui forment la majorité des pays en développement au sein de l'OMC.)

"Nous avons réalisé des progrès substantiels pour rattraper le gâchis de Cancun", a déclaré M. Kituyi, ajoutant que le Groupe avait arrêté un ordre du jour prioritaire pour les pays africains durant les négociations de Doha. Selon lui, les Africains sont favorables à une "certaine souplesse" qui permettrait aux négociations de progresser. "Nos discussions, a-t-il ajouté, ont été fortement enrichies par le franc échange de vues entre nous-mêmes et MM. Zoellick et Lamy. Ils nous ont assuré que malgré les élections qui auront lieu cette année aux Etats-Unis et le changement qui surviendra à la commission européenne, l'attention de ces deux membres clés de l'OMC ne serait pas dissipée."

Faisant le bilan de sa visite à Mombassa, M. Zoellick a déclaré qu'il était satisfait du résultat, et qu'il quittait l'Afrique avec un sentiment d'encouragement.

Il a expliqué aux journalistes que cette discussion, ainsi que celle qu'il avait eue la veille au Cap avec le ministre sud-africain du commerce et de l'industrie, M. Alec Erwin, était une partie

importante du "dialogue stratégique" qu'il avait engagé dans plusieurs capitales du monde au cours des 12 derniers jours.

"Je suis en train d'effectuer une tournée dans plusieurs pays, conformément à une lettre que j'ai envoyée au début janvier. Jusqu'à présent, je suis allé au Japon, en Chine, à Singapour, au Sri Lanka, au Pakistan, en Inde et, hier, en Afrique du Sud."

M. Zoellick devait ensuite se rendre à Genève, au siège de l'OMC, puis à Paris avant de rentrer aux Etats-Unis. De là, il devait repartir pour le Costa Rica aux fins de discussions avec des membres du Groupe de Cairns de pays exportateurs de produits agricoles.

M. Zoellick a ajouté au sujet des entretiens de Mombassa: "Cela a notamment été pour moi l'occasion de faire part à mes collègues africains des impressions que j'ai eues (...) durant cette tournée, à savoir qu'il y a un désir général d'aller de l'avant avec le programme de Doha."

M. Zoellick a ensuite répondu aux questions des journalistes. Au sujet du dossier des subventions sur le coton, il a expliqué qu'à Mombassa, il s'était entretenu avec des représentants du Bénin et d'autres pays concernés par cette question. Une réunion mixte de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international aura lieu au Bénin à la fin mars, a-t-il dit. Ce sera l'occasion de déterminer dans quelle mesure ces subventions ont eu un effet négatif sur le processus de développement de l'Afrique.

"Sur le plan commercial, nous sommes favorables à l'élimination des subventions à l'exportation par tous les pays, et cela comprend certains aspects des crédits à l'exportation qui constituent une subvention." Cela est, à l'évidence, une question d'intérêt fondamental pour les producteurs de coton, et elle pourrait s'insérer aux négociations globales sur l'agriculture.

Mais les tarifs, a-t-il expliqué, sont également un facteur important et étroitement lié à celui de l'agriculture.

"Certains pays ont une importante industrie du textile et du vêtement" et, pour cette raison, ce dossier risque de prendre de l'importance avec la fin de l'Accord multifibres, à la fin de 2004. "C'est un domaine dans lequel nous devons nous concerter."

Revenant aux discussions de Mombassa, il a affirmé qu'elles s'étaient déroulées dans une atmosphère constructive.

"Les négociations commerciales n'aboutiront que s'il y a un esprit de compromis, et que si ceux qui devront prendre des décisions difficiles sur le plan intérieur ont le sentiment qu'ils seront gagnants dans d'autres secteurs."

"Comme vous le savez, en ce qui concerne le secteur agricole, notre position sur les subventions à l'exportation est très volontaire. C'est donc un domaine dans lequel nous devons collaborer afin de créer les conditions de l'amélioration du commerce du coton."

Comme on lui demandait si des progrès vers la réalisation du programme de Doha étaient envisageables du fait de la tenue de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, M. Zoellick a tenu à rappeler: "Deux événements politiques, entre autres, marqueront l'année: l'élection aux Etats-Unis, et le changement au sein de la commission européenne."

"Je viens de me rendre en Inde. Il y aura aussi des élections, tout comme en Afrique du Sud. Ce que je veux dire, c'est que le président Bush est résolu à faire avancer le programme de Doha, et je crois que nous pouvons réaliser des progrès considérables par rapport à Cancun."

Il s'est cependant empressé d'ajouter qu'il faudrait essayer de s'atteler à la tâche dans les prochains mois.

Au sujet des perspectives de soutien à ce processus aux Etats-Unis, M. Zoellick a déclaré que cela dépendait de la question de savoir s'il serait en mesure de donner les preuves d'une plus grande ouverture des marchés et d'une réduction des subventions des autres pays.

"Cela me permettra de justifier les réductions des subventions des Etats-Unis."

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI104 02/23/2004

Human Rights Watch rend hommage aux travaux du TPIY et du TPIR

(Dans un nouveau livre, cet organisme organise par thèmes les décisions de ces tribunaux.) (450)

Dans un communiqué publié le 20 février 2004, l'organisme Human Rights Watch, qui a son siège à New York, annonce la publication d'un nouveau livre dans lequel figure une compilation par thèmes des décisions du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), des institutions auxquelles il rend hommage pour avoir pris des décisions qui "ont créé des précédents".

On trouvera ci-après le texte du communiqué publié par Human Rights Watch.

Human Rights Watch

New York

20 février 2004

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) ont créé des précédents

Les décisions prises par ces tribunaux sont organisées par thèmes dans un nouveau livre.

New York - En matière de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, les tribunaux internationaux habilités à juger ces crimes ont pris des décisions qui ont créé des précédents et qui figurent dans un nouveau livre publié par l'organisme Human Rights Watch. "Lorsqu'il s'agit de présenter à la justice les coupables des crimes les plus graves, les travaux des deux tribunaux spéciaux (le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Tribunal pénal pour le Rwanda) représentent l'initiative la plus importante depuis le procès de Nuremberg", a dit M. Richard Dicker, directeur du bureau "justice internationale" à Human Rights Watch.

Même s'ils n'ont pas été parfaits, les travaux de ces tribunaux ont été extrêmement importants pour faire assumer leurs responsabilités à de nombreux coupables de crimes horribles et pour faire comprendre que les graves crimes ne resteront pas impunis, a souligné Human Rights Watch.

Le nouveau livre organise les décisions prises par les tribunaux par sujets, dont le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, la responsabilité individuelle, la responsabilité de personnes assumant une position de commandement, et les peines encourues.

"Ce livre permet de facilement accéder aux importantes décisions de jurisprudence de ces tribunaux. Ces décisions revêtiront une très grande importance pour les efforts qui seront menés à l'avenir afin de traduire en justice les coupables de tels crimes", a dit M. Dicker.

Le livre est affiché à l'adresse Internet suivante: <http://hrw.org/reports/2004/ij> et on peut se le procurer par le biais de <http://yahoo.com/hrwpubs/2004reports.html>. Il cible le personnel de nouvelles institutions habilitées à juger de tels crimes, tels que la Cour pénale internationale et le Tribunal spécial pour la Sierra Leone. Il sera également un outil pour les universitaires, les organisations non gouvernementales sur le terrain et les étudiants intéressés par la justice criminelle internationale.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)